

Guide

Une aide pratique pour remplir

fiscal

votre déclaration 2013



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Si vous êtes
 Veuillez remplir précisément
 la ou les feuille(s) vous concernant

Dans certains cas, il est possible
 de cumuler plusieurs situations

salarié(e)

Formule de déclaration fiscale 2013 pour l'activité dépendante (A1). Le formulaire est divisé en sections : 'Renseignements généraux' (identification, adresse, date de naissance), 'Tenue des comptes' (numéro de compte bancaire), et 'Déductions' (tableaux pour les cotisations sociales, les contributions, les intérêts, les dons, etc.).

page 21

indépendant(e)

Formule de déclaration fiscale 2013 pour l'activité indépendante (B1). Le formulaire est divisé en sections : 'Renseignements généraux' (identification, adresse, date de naissance), 'Tenue des comptes' (numéro de compte bancaire), et 'Début/fin de l'activité indépendante' (dates de début et de fin de l'activité).

page 31

Si vous avez
 Veuillez remplir précisément
 les feuilles vous concernant

d'autres revenus

Formule de déclaration fiscale 2013 pour les autres revenus et fortune (C1). Le formulaire est divisé en sections : 'Prestations sociales' (cotisations sociales, allocations), 'Rentes, pensions et autres prestations' (rentes viagères, pensions), et 'Autres revenus' (dividendes, intérêts, etc.).

page 34

Pour tous
 Veuillez remplir précisément
 les feuilles vous concernant

page de garde

Page de garde de la déclaration fiscale 2013. Elle contient des informations personnelles (nom, adresse, date de naissance), des coordonnées de l'administration fiscale, et des mentions importantes concernant le dépôt de la déclaration.

page 9

à retourner obligatoirement

déductions

Formule de déclaration fiscale 2013 pour les autres déductions (C3). Le formulaire est divisé en sections : 'Assurances-vie et vieillesse' (cotisations, primes), 'Assurances maladie et accidents' (cotisations, primes), et 'Rentes viagères payées' (rentes, allocations).

page 36-39

retraité(e)

C1
Autres revenus et fortune 2013

Prestations sociales

12.01 Rentes AVS ou AVS-Invalidité
12.02 Rentes complémentaires
12.03 Rentes de la sécurité sociale
12.04 Rentes de la sécurité sociale - Rentes de la sécurité sociale

Rentes, pensions et autres prestations

13.01 Pensions alimentaires, liquidations, indemnités
13.02 Pensions versées par le SCRS
13.03 Rentes de la participation au profit des anciens combattants
13.04 Pensions de l'assurance-invalidité
13.05 Autres rentes

page 32

propriétaire

D1
Immeubles 2013

ICC
Région
Type d'immeuble
Date d'acquisition
Date de vente

page 41

endetté(e)

E1
Intérêts et dettes 2013

Intérêts et dettes chirogaphiques
Intérêts et dettes hypothécaires

page 47

des avoirs bancaires, des titres et d'autres créances

F1
Etat des titres 2013 et demande d'imputations

Renseignements
Comptes bancaires et postaux
Imputations

page 13

F2
Titres suisses et étrangers (actions, obligations, produits dérivés, fonds de placements, créances, gains de loterie, etc.)

Relevés fiscaux

page 13

pages récapitulatives

Récapitulation 2013
Revenu

11.01 Revenu brut de l'activité indépendante
11.02 Revenu brut de l'activité salariale
11.03 Revenu brut de l'activité professionnelle
11.04 Revenu brut de l'activité agricole
11.05 Revenu brut de l'activité artisanale
11.06 Revenu brut de l'activité commerciale
11.07 Revenu brut de l'activité industrielle
11.08 Revenu brut de l'activité intellectuelle
11.09 Revenu brut de l'activité artistique
11.10 Revenu brut de l'activité sportive
11.11 Revenu brut de l'activité culturelle
11.12 Revenu brut de l'activité scientifique
11.13 Revenu brut de l'activité littéraire
11.14 Revenu brut de l'activité musicale
11.15 Revenu brut de l'activité cinématographique
11.16 Revenu brut de l'activité théâtrale
11.17 Revenu brut de l'activité télévisuelle
11.18 Revenu brut de l'activité radiophonique
11.19 Revenu brut de l'activité éditoriale
11.20 Revenu brut de l'activité de presse
11.21 Revenu brut de l'activité de diffusion
11.22 Revenu brut de l'activité de distribution
11.23 Revenu brut de l'activité de vente
11.24 Revenu brut de l'activité de location
11.25 Revenu brut de l'activité de location-gérance
11.26 Revenu brut de l'activité de gestion
11.27 Revenu brut de l'activité de conseil
11.28 Revenu brut de l'activité de représentation
11.29 Revenu brut de l'activité de médiation
11.30 Revenu brut de l'activité de courtage
11.31 Revenu brut de l'activité de commission
11.32 Revenu brut de l'activité de mandat
11.33 Revenu brut de l'activité de mandat ad hoc
11.34 Revenu brut de l'activité de mandat simple
11.35 Revenu brut de l'activité de mandat spécial
11.36 Revenu brut de l'activité de mandat général
11.37 Revenu brut de l'activité de mandat universel
11.38 Revenu brut de l'activité de mandat à titre gratuit
11.39 Revenu brut de l'activité de mandat à titre onéreux
11.40 Revenu brut de l'activité de mandat à titre mixte
11.41 Revenu brut de l'activité de mandat à titre exclusif
11.42 Revenu brut de l'activité de mandat à titre alternatif
11.43 Revenu brut de l'activité de mandat à titre facultatif
11.44 Revenu brut de l'activité de mandat à titre temporaire
11.45 Revenu brut de l'activité de mandat à titre permanent
11.46 Revenu brut de l'activité de mandat à titre révocable
11.47 Revenu brut de l'activité de mandat à titre irrevocable
11.48 Revenu brut de l'activité de mandat à titre expresse
11.49 Revenu brut de l'activité de mandat à titre tacite
11.50 Revenu brut de l'activité de mandat à titre légal
11.51 Revenu brut de l'activité de mandat à titre conventionnel
11.52 Revenu brut de l'activité de mandat à titre testamentaire
11.53 Revenu brut de l'activité de mandat à titre extratestamentaire
11.54 Revenu brut de l'activité de mandat à titre pré-testamentaire
11.55 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.56 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.57 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.58 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.59 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.60 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.61 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.62 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.63 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.64 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.65 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.66 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.67 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.68 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.69 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.70 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.71 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.72 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.73 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.74 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.75 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.76 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.77 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.78 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.79 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.80 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.81 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.82 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.83 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.84 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.85 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.86 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.87 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.88 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.89 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.90 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.91 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.92 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.93 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.94 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.95 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.96 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.97 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
11.98 Revenu brut de l'activité de mandat à titre anté-testamentaire
11.99 Revenu brut de l'activité de mandat à titre post-testamentaire
12.00 Total

page 48

Récapitulation 2013
Deductions

12.01 Déduction des contributions sociales
12.02 Déduction des contributions fiscales
12.03 Déduction des contributions communales
12.04 Déduction des contributions cantonales
12.05 Déduction des contributions fédérales
12.06 Déduction des contributions étrangères
12.07 Déduction des contributions internationales
12.08 Déduction des contributions multinationales
12.09 Déduction des contributions transnationales
12.10 Déduction des contributions supranationales
12.11 Déduction des contributions intergouvernementales
12.12 Déduction des contributions intercommunales
12.13 Déduction des contributions intermunicipales
12.14 Déduction des contributions intercantoniales
12.15 Déduction des contributions interfédérales
12.16 Déduction des contributions intergouvernementales
12.17 Déduction des contributions intercommunales
12.18 Déduction des contributions intermunicipales
12.19 Déduction des contributions intercantoniales
12.20 Déduction des contributions interfédérales
12.21 Déduction des contributions intergouvernementales
12.22 Déduction des contributions intercommunales
12.23 Déduction des contributions intermunicipales
12.24 Déduction des contributions intercantoniales
12.25 Déduction des contributions interfédérales
12.26 Déduction des contributions intergouvernementales
12.27 Déduction des contributions intercommunales
12.28 Déduction des contributions intermunicipales
12.29 Déduction des contributions intercantoniales
12.30 Déduction des contributions interfédérales
12.31 Déduction des contributions intergouvernementales
12.32 Déduction des contributions intercommunales
12.33 Déduction des contributions intermunicipales
12.34 Déduction des contributions intercantoniales
12.35 Déduction des contributions interfédérales
12.36 Déduction des contributions intergouvernementales
12.37 Déduction des contributions intercommunales
12.38 Déduction des contributions intermunicipales
12.39 Déduction des contributions intercantoniales
12.40 Déduction des contributions interfédérales
12.41 Déduction des contributions intergouvernementales
12.42 Déduction des contributions intercommunales
12.43 Déduction des contributions intermunicipales
12.44 Déduction des contributions intercantoniales
12.45 Déduction des contributions interfédérales
12.46 Déduction des contributions intergouvernementales
12.47 Déduction des contributions intercommunales
12.48 Déduction des contributions intermunicipales
12.49 Déduction des contributions intercantoniales
12.50 Déduction des contributions interfédérales
12.51 Déduction des contributions intergouvernementales
12.52 Déduction des contributions intercommunales
12.53 Déduction des contributions intermunicipales
12.54 Déduction des contributions intercantoniales
12.55 Déduction des contributions interfédérales
12.56 Déduction des contributions intergouvernementales
12.57 Déduction des contributions intercommunales
12.58 Déduction des contributions intermunicipales
12.59 Déduction des contributions intercantoniales
12.60 Déduction des contributions interfédérales
12.61 Déduction des contributions intergouvernementales
12.62 Déduction des contributions intercommunales
12.63 Déduction des contributions intermunicipales
12.64 Déduction des contributions intercantoniales
12.65 Déduction des contributions interfédérales
12.66 Déduction des contributions intergouvernementales
12.67 Déduction des contributions intercommunales
12.68 Déduction des contributions intermunicipales
12.69 Déduction des contributions intercantoniales
12.70 Déduction des contributions interfédérales
12.71 Déduction des contributions intergouvernementales
12.72 Déduction des contributions intercommunales
12.73 Déduction des contributions intermunicipales
12.74 Déduction des contributions intercantoniales
12.75 Déduction des contributions interfédérales
12.76 Déduction des contributions intergouvernementales
12.77 Déduction des contributions intercommunales
12.78 Déduction des contributions intermunicipales
12.79 Déduction des contributions intercantoniales
12.80 Déduction des contributions interfédérales
12.81 Déduction des contributions intergouvernementales
12.82 Déduction des contributions intercommunales
12.83 Déduction des contributions intermunicipales
12.84 Déduction des contributions intercantoniales
12.85 Déduction des contributions interfédérales
12.86 Déduction des contributions intergouvernementales
12.87 Déduction des contributions intercommunales
12.88 Déduction des contributions intermunicipales
12.89 Déduction des contributions intercantoniales
12.90 Déduction des contributions interfédérales
12.91 Déduction des contributions intergouvernementales
12.92 Déduction des contributions intercommunales
12.93 Déduction des contributions intermunicipales
12.94 Déduction des contributions intercantoniales
12.95 Déduction des contributions interfédérales
12.96 Déduction des contributions intergouvernementales
12.97 Déduction des contributions intercommunales
12.98 Déduction des contributions intermunicipales
12.99 Déduction des contributions intercantoniales
13.00 Total

page 49

Récapitulation 2013
Fortune

13.01 Fortune brute
13.02 Fortune nette
13.03 Fortune imposable
13.04 Fortune exonérée
13.05 Fortune déductible
13.06 Fortune déductible
13.07 Fortune déductible
13.08 Fortune déductible
13.09 Fortune déductible
13.10 Fortune déductible
13.11 Fortune déductible
13.12 Fortune déductible
13.13 Fortune déductible
13.14 Fortune déductible
13.15 Fortune déductible
13.16 Fortune déductible
13.17 Fortune déductible
13.18 Fortune déductible
13.19 Fortune déductible
13.20 Fortune déductible
13.21 Fortune déductible
13.22 Fortune déductible
13.23 Fortune déductible
13.24 Fortune déductible
13.25 Fortune déductible
13.26 Fortune déductible
13.27 Fortune déductible
13.28 Fortune déductible
13.29 Fortune déductible
13.30 Fortune déductible
13.31 Fortune déductible
13.32 Fortune déductible
13.33 Fortune déductible
13.34 Fortune déductible
13.35 Fortune déductible
13.36 Fortune déductible
13.37 Fortune déductible
13.38 Fortune déductible
13.39 Fortune déductible
13.40 Fortune déductible
13.41 Fortune déductible
13.42 Fortune déductible
13.43 Fortune déductible
13.44 Fortune déductible
13.45 Fortune déductible
13.46 Fortune déductible
13.47 Fortune déductible
13.48 Fortune déductible
13.49 Fortune déductible
13.50 Fortune déductible
13.51 Fortune déductible
13.52 Fortune déductible
13.53 Fortune déductible
13.54 Fortune déductible
13.55 Fortune déductible
13.56 Fortune déductible
13.57 Fortune déductible
13.58 Fortune déductible
13.59 Fortune déductible
13.60 Fortune déductible
13.61 Fortune déductible
13.62 Fortune déductible
13.63 Fortune déductible
13.64 Fortune déductible
13.65 Fortune déductible
13.66 Fortune déductible
13.67 Fortune déductible
13.68 Fortune déductible
13.69 Fortune déductible
13.70 Fortune déductible
13.71 Fortune déductible
13.72 Fortune déductible
13.73 Fortune déductible
13.74 Fortune déductible
13.75 Fortune déductible
13.76 Fortune déductible
13.77 Fortune déductible
13.78 Fortune déductible
13.79 Fortune déductible
13.80 Fortune déductible
13.81 Fortune déductible
13.82 Fortune déductible
13.83 Fortune déductible
13.84 Fortune déductible
13.85 Fortune déductible
13.86 Fortune déductible
13.87 Fortune déductible
13.88 Fortune déductible
13.89 Fortune déductible
13.90 Fortune déductible
13.91 Fortune déductible
13.92 Fortune déductible
13.93 Fortune déductible
13.94 Fortune déductible
13.95 Fortune déductible
13.96 Fortune déductible
13.97 Fortune déductible
13.98 Fortune déductible
13.99 Fortune déductible
14.00 Total

page 51

Chère Madame, cher Monsieur,

L'Administration fiscale cantonale (AFC) vous propose, cette année encore, des nouveautés qui viennent compléter une offre déjà fournie de prestations fiscales en ligne.

Connectez-vous et bénéficiez des services qui vous sont présentés ici.

Nouveau! Correspondance et facture électronique

Dans le cadre du développement de l'administration en ligne à l'État de Genève, vous pouvez désormais recevoir votre correspondance fiscale via Internet.

Il vous est ainsi possible d'obtenir votre bordereau définitif (la facture d'impôt) et ses annexes par courrier électronique, plutôt que sous forme imprimée transmise par courrier postal. Les avantages sont nombreux: rapidité, efficacité, sécurité, économie de papier, archivage électronique des pièces.

En complément à cette nouvelle prestation, vous pouvez également payer en ligne le montant de votre facture d'impôts. En cas de solde en votre faveur, le remboursement sera effectué directement sur votre compte.

Riche bouquet de prestations fiscales en ligne

Pas encore inscrit à l'Ael? Rendez-vous sur le site www.ge.ch/ael et, après une courte formalité d'inscription nécessaire pour garantir votre sécurité et la confidentialité dans vos échanges avec l'administration, vous pourrez profiter de toutes les prestations de l'Administration en ligne (AeL) de l'Etat de Genève et de celles proposées par l'AFC.

www.ge.ch/impots – l'adresse à retenir

En vous connectant à cette adresse, toutes les prestations fiscales décrites ici s'offrent à vous:

Le iDossier, votre compte d'impôt

- consultez l'historique de vos comptes d'impôts (ICC et IFD).
- retrouvez tous les bordereaux d'impôts, les avis de taxation et les relevés de vos comptes.
- imprimez directement chez vous ces documents officiels, en cas de besoin.

La déclaration par Internet

Sans installation de logiciel, remplissez et envoyez votre déclaration directement par Internet. Un guide et des aides ciblées sont à votre disposition tout au long de votre cheminement dans la déclaration.

Une fois que vous aurez terminé, transmettez votre déclaration directement par Internet. Il ne vous restera plus que quelques justificatifs et votre signature à nous remettre, par courrier.

La demande de délai pour le retour de la déclaration

Le délai général pour le retour de la déclaration fiscale 2013 est fixé au 31 mars 2014.

Si nécessaire, demander un délai pour un retour au 30 juin 2014 est très simple, sans frais et effectué en quelques clics sur notre site www.ge.ch/impots. Vous trouverez des informations complémentaires sur les conditions d'octroi de ce délai en page 9 du présent guide.

La modification de vos acomptes 2014

Lorsqu'un changement de situation intervient – une cessation d'activité, un mariage, un divorce, la retraite, une augmentation ou une baisse de salaire –, il est recommandé d'estimer et d'adapter le montant de vos acomptes. Cette démarche est facilement réalisable grâce à la calculette mise à votre disposition sur www.ge.ch/impots

Le délai de paiement

La demande de délai de paiement, effectuée en ligne, vous permet d'échelonner le montant de vos impôts cantonaux, communaux et fédéraux de 1 à 6 échéances, sous certaines conditions. Notre site www.ge.ch/impots vous permet de le faire directement, sans avoir à passer à nos guichets.

Joindre un justificatif ou pas? Simplifiez votre envoi!

Vous hésitez sur les justificatifs à joindre à votre déclaration fiscale? Consultez la page 8 de ce guide pour connaître ceux qui doivent nous parvenir. Dès cette année, les personnes qui perçoivent déjà régulièrement des rentes AVS/AI ou des rentes de prévoyance professionnelle ne joindront ces justificatifs qu'en cas de changement significatif du montant de leurs rentes.

La Newsletter, l'actualité fiscale en direct

Abonnez-vous gratuitement à la Newsletter de l'AFC et restez toujours informé! Dès que vous vous serez inscrit sur le site www.ge.ch/impots, vous recevrez directement sur votre messagerie électronique les dernières nouveautés en matière d'impôts.

En plus des facilités offertes grâce à Internet, l'AFC se tient à votre disposition pour vous faciliter la tâche dans l'accomplissement de votre devoir annuel de contribuable. Tous les contacts utiles se trouvent en page 61.

Nous vous remercions de votre attention et espérons qu'à l'aide de ce guide, du site internet www.ge.ch/impots et des collaborateurs-trices de notre administration, vous disposerez de toutes les explications qui vous seront utiles pour compléter dans les meilleures conditions votre déclaration fiscale.

Votre administration fiscale

Table des matières

Tableau synoptique	2-3		
Introduction	4		
Déclaration 2013	6-7		
Page de garde	8-9		
Charge(s) de famille	10-11		
Enfants à charge ICC	11		
Autre(s) personne(s) à charge ou partageant votre domicile	11		
Etat des titres et demande d'imputations	12-19		
Généralités	12		
Comptes bancaires et postaux	13-14		
Titres suisses et étrangers	15		
Relevés fiscaux	16		
Demande d'imputations	17		
Imposition partielle des dividendes	18-19		
Activité dépendante (salarié)	20-29		
Revenu	21-22		
Déductions, cotisations	23-29		
Activité indépendante	30-31		
Autres revenus et fortune	32-35		
Prestations sociales	32		
Rentes, pensions et autres prestations	32-33		
Autres revenus et fortune	34-35		
Autres déductions	36-39		
Assurances	36-37		
Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle	38		
Pensions, contributions d'entretien versées	38		
Rentes viagères payées	37		
Frais liés à un handicap	38-39		
Immeubles		40-45	
Immeubles occupés par le propriétaire		40-42	
Immeubles occupés par le propriétaire: exemples de calcul		41-42	
Immeubles locatifs ou loués		43-45	
Taux de capitalisation 2013		43	
Intérêts et dettes		46-47	
Récapitulation		48-52	
Revenus divers ne servant pas à la taxation		48	
Frais de garde des enfants		49	
Déductions (frais médicaux, dons)		50	
Versements aux partis politiques		51	
Déduction sociale sur la fortune		51	
Déductions pour charge de famille		52	
Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS/AI		52	
Barèmes et calculs d'impôt		53-54	
Limitation de la charge fiscale		55	
Calcul du taux d'effort		55	
Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune		54	
Informations		56-57	
Changements de situation		56	
Changements de domicile en 2014		56-57	
Paieement de l'impôt 2013		58	
Paieement de l'impôt 2014		59	
Acomptes 2014		59	
La contribution ecclésiastique en 7 points		60	
Contacts avec l'AFC		61	
Codes communes, cantons, pays		62	
Index		63	

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
 DÉPARTEMENT DES FINANCES

Déclaration fiscale 2013

Contribuable

Nom, prénoms _____

Etat de naissance _____

Etat civil _____

Nationalité _____

Profession actuelle _____

Conjoints* Femme Conjoint(e) décédé(e) Conjoint(e) décédé(e) - sans héritiers

Adressé _____

Conjoint

Nom, prénoms _____

Etat de naissance _____

Etat civil _____

Nationalité _____

Profession actuelle _____

Conjoints* Femme Conjoint(e) décédé(e) Conjoint(e) décédé(e) - sans héritiers

Adressé _____

À retourner obligatoirement

Administration fiscale cantonale

Déclaration personnes physiques

Casse postale 2636

1211 Genève 3

Récapitulatif 2013

Fortune

Code	Description	Montant	Code	Description	Montant
1100	Revenu global des bénéfices professionnels	B, M, M	1100	Revenu global des bénéfices professionnels	
1101	Revenu global des intérêts	F	1101	Revenu global des intérêts	
1102	Revenu global des dividendes	D	1102	Revenu global des dividendes	
1103	Revenu global des plus-values	G	1103	Revenu global des plus-values	
1104	Revenu global des pensions	P	1104	Revenu global des pensions	
1105	Revenu global des autres revenus	A	1105	Revenu global des autres revenus	

Déductions (voir le tableau ci-dessous)

Code	Description	Montant	Code	Description	Montant
1200	Déduction forfaitaire de 50% sur les Bénéfices professionnels	E	1200	Déduction forfaitaire de 50% sur les Bénéfices professionnels	
1201	Déduction des charges sociales et cotisations	B, M, M	1201	Déduction des charges sociales et cotisations	
1202	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un logement		1202	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un logement	
1203	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un véhicule		1203	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un véhicule	
1204	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un bateau		1204	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un bateau	
1205	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un avion		1205	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un avion	
1206	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un hélicoptère		1206	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un hélicoptère	
1207	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un yacht		1207	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un yacht	
1208	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un autre moyen de transport		1208	Déduction des dépenses pour l'entretien d'un autre moyen de transport	

Remboursement d'impôt

à reporter sur le formulaire 2013

N°2013 (enfant) _____

Appartenance Conjoint(e) Enfant Autre _____

Statut marital (enfant) _____

Appartenance Conjoint(e) Enfant Autre _____

Le contribuable célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait complètera les rubriques portant la mention **Contribuable**.

Les conjoints vivant en ménage commun, lorsqu'ils sont mariés ou liés par un partenariat enregistré, complèteront la déclaration fiscale comme suit. La personne dont l'identité est imprimée sur la partie gauche de la déclaration fiscale, remplira les rubriques **Contribuable**. Son conjoint, dont l'identité est imprimée sur la partie droite de la déclaration fiscale, complètera les rubriques **Conjoint**.

Il est important de remplir les rubriques qui vous sont assignées avec la plus grande exactitude afin que, notamment, lorsqu'il est demandé, le calcul de la part d'impôt de chacun des conjoints puisse être effectué correctement.

Les éléments des enfants dont le contribuable a la charge figureront dans les rubriques **Enfant**.

Déclaration 2013

Traitement de la déclaration fiscale

Pour les contribuables qui complètent leur déclaration manuellement, veuillez respecter les modèles ci-contre

Correct	Faux	Correct	Faux
<input type="text" value="9200"/>	<input type="text" value="9200"/>	<input type="text" value="TEXTE"/>	<input type="text" value="TEXTE"/>
	<input type="text" value="9200"/>		<input type="text" value="Texte"/>
	<input type="text" value="009200"/>		<input type="text" value="texte"/>
	<input type="text" value="- - 9200"/>		

Ne pas biffer les cases et pages inutilisées

L'administration fiscale propose aux contribuables qui n'utilisent pas le logiciel GeTax (ou d'autres logiciels agréés) des formulaires de déclaration précasés.

Cette présentation permet de récupérer de manière semi-automatique toutes les données utiles à la taxation. Pour ce faire, les zones d'écriture ont été structurées et prennent la forme de cases comme on le connaît, notamment, pour les bulletins de versement (BVR).

Recommandations en vue de la reconnaissance de l'écriture

Si vous complétez votre déclaration à la main, veuillez à :

- vous servir exclusivement des documents originaux fournis par l'AFC
- utiliser un stylo noir ou bleu foncé
- arrondir les chiffres au franc près, ne pas reporter les centimes (sauf pour les imputations, annexe F)
- écrire uniquement dans les cases prévues et en majuscules
- ne pas biffer les cases ou pages inutilisées
- soigner, autant que possible, votre écriture
- respecter les exemples donnés ci-dessus

Recommandations en vue de la numérisation de la déclaration fiscale

Dès son arrivée à l'administration fiscale, votre déclaration sera numérisée (stockage électronique) avant d'être traitée. Afin d'optimiser le traitement de votre dossier, nous vous saurions gré de vous conformer aux règles suivantes :

- ne pas utiliser de trombones, agrafes, attaches parisiennes, etc.
- ne pas utiliser de "Post-It®", notes collées ou scotchées ainsi que toute note volante inférieure au format A4

Des formules et CD-Rom supplémentaires sont disponibles, 24h/24h, au **022 546 94 00** (serveur vocal).

à retourner obligatoirement

Cette page principale comporte des informations qui nous permettent de traiter rapidement l'enregistrement de votre déclaration.

Sur cette feuille vous devez fournir des informations concernant votre situation personnelle et professionnelle et, si c'est le cas, sur les personnes qui composent votre ménage.

Des réponses précises à ces questions permettront à l'administration fiscale d'appliquer au plus juste les barèmes et les déductions auxquels vous avez droit.

Enfin, pour toute communication avec l'administration fiscale cantonale, nous vous remercions de nous indiquer votre numéro de contribuable, tel qu'imprimé sur votre déclaration.

A joindre impérativement à votre déclaration fiscale, selon votre situation

Annexe A Activité lucrative dépendante:

- les certificats de salaire et leurs annexes
- les certificats des revenus de remplacement (chômage, maladie, assurances, etc)
- les justificatifs des tantièmes et jetons de présence perçus
- les attestations de rachat au 2ème pilier (formulaire 21EDP)
- les attestations des cotisations versées au 3ème pilier A et au 3ème pilier B (assurance-vie)

Annexe B Activité lucrative indépendante:

- les comptes commerciaux de l'activité lucrative indépendante

Annexe C Rentes et autres revenus:

- les certificats des autres revenus

Annexe D Immeubles:

- l'état locatif annuel pour les immeubles locatifs

Annexe F Etat des titres:

- les attestations originales des gains de jeux (loterie, etc.)
- les relevés fiscaux dans lesquels sont regroupés toutes les positions d'un portefeuille de titres (actions, obligations, etc.)
- les bordereaux d'encaissement de coupons RSI/IFI

A joindre à votre déclaration fiscale, seulement si ces éléments apparaissent pour la première fois en 2013 ou si un changement significatif de leur montant est intervenu

Annexe C Rentes et autres revenus:

- les certificats des rentes perçues

Annexe E Dettes:

- les justificatifs des intérêts et des dettes hypothécaires ou chirographaires

Page principale:

- les copies des jugements de divorce ou de séparation

Ne pas joindre ces justificatifs à la déclaration fiscale, mais les tenir à disposition de l'administration fiscale, en cas de demande ultérieure

Annexe D Immeubles:

- les factures des frais effectifs d'entretien d'immeubles occupés ou loués

Annexe F Etat des titres:

- les attestations remises par les banques ou La Poste concernant vos comptes salaires, comptes épargne, etc.

Page principale:

- les justificatifs des frais médicaux ou dentaires
- les justificatifs des dons et des versements bénévoles

Ne pas retourner à l'administration fiscale les annexes inutilisées.

Déclaration fiscale

		1 Déclaration à retourner avant le ...		P	
Contribuable		Conjoint			
Nom, prénom	_____	Nom, prénom	_____		
Date de naissance	_____	Date de naissance	_____		
Etat civil	_____	Etat civil	_____		
Nationalité	_____	Nationalité	_____		
Profession exercée	_____	Profession exercée	_____		
Confession*	<input type="checkbox"/> Protestant <input type="checkbox"/> Catholique Chrétien <input type="checkbox"/> Catholique Romain <input type="checkbox"/> Autres/Sans	Confession*	<input type="checkbox"/> Protestant <input type="checkbox"/> Catholique Chrétien <input type="checkbox"/> Catholique Romain <input type="checkbox"/> Autres/Sans		
Adresse	_____	Code commune	_____		
	Si vous êtes arrivé en 2013, lieu de provenance	Date d'arrivée	_____	Loyer annuel du domicile personnel en 2013 CHF	_____

Transmission par Internet

Les contribuables qui nous transmettent leur déclaration par Internet voudront bien joindre, à la page de synthèse signée qu'ils nous renvoient, uniquement les justificatifs demandés, à l'exclusion des formulaires de déclaration pré-imprimés (annexes et page de garde).

1 Délai de retour

Votre déclaration est à retourner à l'administration fiscale cantonale pour la date mentionnée sur la déclaration. S'il vous est impossible, pour de justes motifs, de nous la renvoyer à cette date, vous pourrez obtenir un délai jusqu'au 30 juin 2014 en composant, 24h/24h, le **022 546 94 00** (serveur vocal) ou sur le site **www.ge.ch/impots**

Pour les demandes de délais portant sur plus de trois mois ou supérieures au 30 juin, une demande écrite et motivée devra nous être adressée.

Les émoluments suivants vous seront facturés:

- délai jusqu'à 3 mois CHF 0.-
- jusqu'à 5 mois CHF 20.-
- au-delà de 5 mois CHF 40.-

2 Contribution ecclésiastique

En complétant cette rubrique, vous connaîtrez le montant indicatif de votre contribution ecclésiastique volontaire.

Si la somme des montants que vous avez versés au

titre des impôts cantonaux et communaux est supérieure au montant mentionné au total 2 du bordereau, la différence est réputée être destinée à la contribution ecclésiastique figurant sur le bordereau et lui est affectée jusqu'à concurrence de son montant. Seul l'excédent est remboursé au contribuable.

Si vous ne souhaitez pas que ce montant soit affecté à la contribution ecclésiastique volontaire, vous devez le formuler par écrit à l'administration fiscale cantonale. A ce sujet, des explications complémentaires vous sont données en page 60 par les trois Eglises reconnues d'utilité publique.

3 Adresse et code commune

Indiquez votre adresse au 31.12.2013 ou à la fin de votre assujettissement. Afin de permettre à l'administration fiscale d'attribuer correctement la part d'impôt qui revient à votre commune de domicile, il est indispensable d'indiquer le code de votre commune politique qui peut différer de celle figurant sur l'adresse postale. Vous trouverez les codes communes nécessaires à la page 62.

4 Loyer

Cet élément n'entre pas en compte pour la détermination de l'impôt, mais il est nécessaire pour l'appréciation de votre situation fiscale.

Revue en personne
17 rue de la République

G₁

Charge(s) de famille 2013

Enfants à charge ayant moins de 25 ans révolus, révisé après le 31 décembre 1999

Le montant de la charge de famille est révisé après le 31 décembre 1999. Les personnes à charge sont celles qui sont à charge au 31 décembre 1999.

Oui Non

Nom et prénom	Date de naissance	Statut	Charge
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Recto

G₂

Charge(s) de famille 2013

Autres personnes à charge

Le montant de la charge de famille est révisé après le 31 décembre 1999. Les personnes à charge sont celles qui sont à charge au 31 décembre 1999.

Oui Non

Nom et prénom	Date de naissance	Statut	Charge
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Verso

Charge(s) de famille 2013

Enfant(s) à charge ayant moins de 25 ans révolus, né(s) après le 31 décembre 1988 1	
<small>Si vous êtes un-e contribuable célibataire, veuf-ve, divorcé-e, séparé-e de corps ou de fait veuillez nous informer si, pour l'un des enfants déclarés ci-après: vous faites ménage commun avec lui et vous en assurez pour l'essentiel l'entretien</small>	
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Nom et prénom	Date de naissance
<input type="text"/>	<input type="text"/>
N° de contribuable pour les enfants majeurs domiciliés à Genève	Activité au 31.12.2013
<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Ecolier, étudiant, apprenti <input type="checkbox"/> Employé, ouvrier <input type="checkbox"/> Autres
Fortune brute	Revenus bruts
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Autres personnes à charge 2		
<small>Si vous êtes un-e contribuable célibataire, veuf-ve, divorcé-e, séparé-e de corps ou de fait veuillez nous informer si, pour l'une des personnes déclarées ci-après: vous faites ménage commun avec elle et vous en assurez pour l'essentiel l'entretien</small>		
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
Nom et prénom	Date de naissance	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Lien de parenté	Domicile au 31.12.2013	
<input type="checkbox"/> Parent ou enfant <input type="checkbox"/> Autre lien de parenté <input type="checkbox"/> Aucun	<input type="checkbox"/> GE <input type="checkbox"/> CH <input type="checkbox"/> Etranger	
Fortune brute	Revenus bruts	Prestation versée en 2013
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

1 Enfants à charge

ICC

Tous les enfants, de moins de 25 ans révolus et qui sont fiscalement à votre charge au 31 décembre 2013, sont à mentionner dans cette rubrique.

Sont considérés comme étant à charge fiscalement:

- pour celui des parents qui en assure l'entretien, les enfants mineurs dont le revenu brut total ne dépasse pas **CHF 15 452.-** par année
- pour celui des parents qui pourvoit à son entretien, les enfants majeurs, apprentis ou étudiants, dont le revenu brut total ne dépasse pas **CHF 15 452.-** et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 88 180.-**

Sont considérés comme étant à demi-charge fiscalement:

- pour celui des parents qui en assure l'entretien, les enfants mineurs dont le revenu brut total est compris entre **CHF 15 452.-** et **CHF 23 179.-** par année
- pour celui des parents qui pourvoit à son entretien, les enfants majeurs, apprentis ou étudiants, dont le revenu brut total est compris entre **CHF 15 452.-** et **CHF 23 179.-** et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 88 180.-**

Lorsqu'un enfant est à charge de plusieurs contribuables, la déduction pour charge de famille est répartie entre ceux-ci (voir page 52).

2 Autre(s) personne(s) à charge

ICC

Indiquez ici les ascendants, descendants (autres que ceux mentionnés à l'annexe **G1**), frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces qui sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins. Il vous appartient de justifier que ces personnes sont sans ressources et que vous fournissez des prestations à leur égard. Sont considérés à charge fiscalement:

- pour celui de leur proche qui pourvoit à leur entretien, les proches nécessiteux dont le revenu brut total ne dépasse pas **CHF 15 452.-** par année et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 88 180.-**
- Sont considérés comme étant à demi-charge fiscalement:
- pour celui de leur proche qui pourvoit à leur entretien, les proches nécessiteux dont le revenu brut total est compris entre **CHF 15 452.-** et **CHF 23 179.-** par année et dont la fortune brute totale ne dépasse pas **CHF 88 180.-**

Lorsqu'une personne est à charge de plusieurs contribuables, la déduction pour charge de famille est répartie entre ceux-ci (voir page 52).

1 et 2

IFD

Les normes d'attribution des charges de famille en matière d'impôt fédéral direct divergent de celles fixées au niveau cantonal. Vous pouvez vous référer aux informations en page 52.

Etat des titres 2013 et demande d'imputations

Comptes bancaires et postaux

Renseignements

Indiquez le code commune de votre lieu de domicile au 31 décembre 2013 6 6 1 5

Etes-vous arrivé à Genève en 2013? Oui Non

Etes-vous citoyen des Etats-Unis d'Amérique? Oui Non

Etat des titres 2013 et demande d'imputations

Participez-vous en 2013 à une succession non partagée? Oui Non (Si oui, vous référer à la feuille C2)

Participez-vous en 2013 à des sociétés de personnes? Oui Non

Si oui, lesquelles? (Société en nom collectif ou commandite simple)

Comptes bancaires et postaux

Numéro de compte (8 dernières positions du code IBAN)	Nom de l'établissement	Compte ouvert ou fermé en 2013 ¹	Intérêts bruts soumis à l'impôt anticipé	Intérêts bruts non soumis à l'impôt anticipé	Solde du compte au 31.12.2013	Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)	Frais bancaires	Intérêts échus de capitaux d'épargne	Civilité ²	FC ³
1	2	2a	3a	3b					1 2 3	
5 3 2 0 0 B H Q	BANQUE ABC		2 0 1		1 4 9 2 9		1 2	2 0 1	X	
4 1 0 1 1 Y Y Z	BANQUE DEF			5 0	4 2 5 0			5 0	X X	
C H 1 2 3 9 8 7	BANQUE XYZ			2 7	1 4 3 0		8 4	2 7	X X	
9 7 3 2 1 A B C	F D S R E N O V P P E J K L			6 1	5 0 1 2		3		X	
4 7 9 5 6 0 0 0	P O S T E			3 0	2 3 7 0			3 0	X	X
Report feuille(s) supplémentaire(s)										
Sous-total comptes bancaires et postaux										
Report sous-total titres (feuille F2)			2 0 1	1 6 8	2 7 9 9 1		9 9	3 0 8		

Renseignements

Répondez exhaustivement aux questions posées. Voici quelques indications complémentaires:

Indiquez le code commune de votre lieu de domicile au 31 décembre 2013

En cas de domicile en Suisse, indiquez votre commune de résidence. En cas de domicile à l'étranger, indiquez votre pays de résidence. Vous trouverez un index des codes à la page 62.

Êtes-vous citoyen des Etats-Unis d'Amérique?

Si vous possédez la double nationalité américano-suisse, cochez "oui" dans la case correspondante.

Participez-vous à une succession non partagée?

Si vous participez à une succession non partagée au cours de l'année fiscale 2013, veuillez remplir l'annexe spéciale "succession non partagée" disponible sur internet www.ge.ch/impots, sur le CD-Rom GeTax 2013 ou sur demande auprès du Service des titres.

1 Numéro de compte

Indiquez les 8 dernières positions (chiffres et/ou lettres) du code IBAN (numéro de compte standardisé) sans espaces ni séparateurs.

2 Nom de l'établissement

Indiquez le nom de l'établissement bancaire ou postal auprès duquel est déposé votre avoir mobilier.

2a Compte ouvert ou fermé en 2013

Si le compte en question a été ouvert ou fermé en 2013, indiquez la date de la façon suivante: O1105 = Ouvert le 11 mai; F0212 = Fermé le 2 décembre

3a Intérêts bruts soumis et

3b Intérêts bruts non soumis à l'impôt anticipé

Indiquez sous la colonne correspondante le montant de l'intérêt brut crédité arrondi au franc près (pas de décimale). Les intérêts de comptes déposés à l'étranger ne sont pas soumis à l'impôt anticipé suisse et doivent être indiqués dans la colonne **3b**. S'agissant des intérêts crédités sur des comptes bancaires déposés en Suisse, ces derniers sont en principe soumis à l'impôt anticipé et doivent figurer sous la colonne **3a**.

Particularité: l'impôt anticipé n'est pas perçu sur les intérêts d'avoir inférieurs à 200.-, toute catégorie de compte confondue, exception faite des comptes faisant l'objet de plusieurs clôtures durant l'année.

Le remboursement de l'impôt anticipé prélevé sur les fonds de rénovation de PPE n'est pas possible par le biais de l'état des titres, mais doit être demandé par la copropriété, au moyen de la formule 25 (se référer à la notice fédérale y relative édition 10.2006 réf. S-025.133 disponible sur internet www.estv.admin.ch).

Comptes bancaires et postaux

Etat des titres 2013
et demande d'imputations

Renseignements

Indiquez le code commun de votre lieu de domicile au 31 décembre 2013 6 6 1 5

Etes-vous arrivé à Genève en 2013? Oui Non

Etes-vous citoyen des Etats-Unis d'Amérique? Oui Non

Participez-vous en 2013 à une succession non partagée? Oui Non (Si oui, vous référer à la feuille C2)

Participez-vous en 2013 à des sociétés de personnes? Oui Non

Si oui, lesquelles? (Société en nom collectif ou commandite simple)

Comptes bancaires et postaux

Numéro de compte (8 dernières positions du code IBAN)	Nom de l'établissement	Compte ouvert ou fermé en 2013	Intérêts bruts soumis à l'impôt anticipé	Intérêts bruts non soumis à l'impôt anticipé	Solde du compte au 31.12.2013	Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)	Frais bancaires	Intérêts échus de capitaux d'épargne	Civilité ¹	FC ²
									1 2 3	
5 3 2 0 0 B H Q	BANQUE ABC		2 0 1		1 4 9 2 9		1 2	2 0 1	X	
4 1 0 1 1 Y Y Z	BANQUE DEF			5 0	4 2 5 0			5 0		X
C H 1 2 3 9 8 7	BANQUE XYZ			2 7	1 4 3 0		8 4	2 7	X	X
9 7 3 2 1 A B C	F D S R E N O V P P E J K L			6 1	5 0 1 2		3	3 0	X	
4 7 9 5 6 0 0 0	P O S T E			3 0	2 3 7 0				X	X
Report feuille(s) supplémentaire(s)										
Sous-total comptes bancaires et postaux										
Report sous-total titres (feuille F2)			2 0 1		1 6 8		9 9	3 0 8		

4 Solde du compte au 31.12.2013

Indiquez le solde au 31 décembre (ou à la fin de l'assujettissement en cas de départ à l'étranger ou de décès, etc.). Si le compte est en devise étrangère, il doit être converti en francs suisses au cours fiscal correspondant (taux de change selon la liste des cours éditée par l'Administration fédérale des contributions disponible sur internet www.ge.ch/impots)

Les comptes de prévoyance liée (3ème pilier A) et avoirs de libre passage sont exonérés d'impôts sur le revenu et la fortune durant toute la période de constitution de la prévoyance. En conséquence, vous ne devez pas les faire figurer sur l'état des titres.

5 Frais bancaires – Comptes

Sont déductibles fiscalement au titre de frais pour les comptes bancaires et postaux:

- Les frais de tenue de compte

En revanche, ne sont pas admis:

- Les cotisations de cartes de crédit et de débit direct (Postcard, EC Maestro, etc.)
- Les frais pour le trafic de paiement et E-banking
- Les frais de retrait au bancomat

6 Intérêts échus de capitaux d'épargne – Comptes

Tous les intérêts de comptes bancaires (à l'exception des fonds de rénovation) sont déductibles à titre d'intérêts échus de capitaux d'épargne.

7 Civilité

Cochez impérativement pour chaque ligne la case 1, 2 ou 3 représentant la civilité à laquelle appartient le compte bancaire. Si le contribuable et le conjoint détiennent un compte joint, cochez les cases 1 et 2. A noter qu'il n'est pas possible de partager les civilités: contribuable – enfant(s) ou conjoint – enfant(s).

8 FC = Fortune commerciale

Cochez cette case si le compte bancaire appartient à la fortune commerciale (indépendants seulement). Le solde du compte tout comme son rendement, doivent être comptabilisés au bilan et compte de résultats de l'activité commerciale.

9 Nombre de parts ou valeur nominale

Indiquez le nombre d'actions, de parts, ou la valeur nominale du titre que vous détenez.

Relevés fiscaux

Relevés fiscaux																																																																	
Numéro du dépôt 7 dernières positions		Nom de l'établissement			Rendements soumis à l'impôt anticipé	Rendements non soumis à l'impôt anticipé	Valeur imposable au 31.12.2013	Retenu supplémentaire d'impôt (RSI)	Frais bancaires	Intérêts échus de capitaux d'épargne	Civilité* 1 2 3	FC*																																																					
6	7	B	B	0	0	B	A	N	Q	U	E	V	W	X	2	3	7	0	7	4	5	0	4	2	3	7	0	1	2	3	5	5	0	1	0	8	2	2	1	4	0	X																							
18										19			20a		20b		20c		16		17																																												
Report feuille(s) supplémentaire(s)																																																																	
Sous-total relevés fiscaux A reporter au recto de la page										2		3		7		0		7		4		5		0		4		2		3		7		0		1		2		3		5		5		0		1		0		8		2		2		1		4		0			

16 Frais bancaires – Titres et Relevés fiscaux

Sont déductibles fiscalement au titre de frais liés à la possession de portefeuilles de titres:

- Les droits de garde et frais ordinaires pour l'administration de titres placés sous dépôt auprès d'un établissement bancaire
- Les frais d'encaissement de coupons et d'affidavit
- Les frais de gestion à hauteur de 50%*
- Les frais d'établissement des relevés fiscaux
- Les frais intégrés (flat fees; all in fees) à hauteur de 45%*
- Les frais de location de coffre (safe)

En revanche, ne sont pas admis, notamment:

- Les commissions d'achat et de vente de titres
- Les frais de courtage et taxes de négociation
- Le dédommagement pour le travail personnel du contribuable
- Les frais d'établissement de la déclaration fiscale
- Les frais d'amélioration de la fortune (commissions de performance)

S'agissant des gains de loterie, seule la mise ayant généré le gain est déductible (joindre les justificatifs y relatifs).

* Se référer à l'information aux associations professionnelles N°8/2004 disponible sur internet www.ge.ch/impots

17 Intérêts échus de capitaux d'épargne – Titres et Relevés fiscaux

Sont déductibles au titre d'intérêts échus de capitaux d'épargne:

- Les intérêts sur obligations à taux fixe et bons de caisse qu'ils soient suisses ou étrangers (les obligations contenant un droit de conversion ou d'option ne sont pas considérées comme des obligations ordinaires, mais comme des produits dérivés/structurés non déductibles au titre d'intérêts d'épargne)
- Les rendements sur fonds de placement exclusivement obligataires (type "Bonds", "Fixed Income", etc.)

Nous vous rappelons que la somme des intérêts échus de capitaux d'épargne est cumulée avec la déduction pour prime d'assurance-vie puis limitée au maximum des plafonds fixés par la loi (voir page 37).

18 Numéro du dépôt

Indiquez les 7 dernières positions de votre numéro de dépôt de titres sans espaces ni séparateurs.

19 Nom de l'établissement

Indiquez le nom de l'établissement bancaire dans lequel est placé votre portefeuille de titres.

20a Rendements bruts soumis et

20b Rendements bruts non soumis à l'impôt anticipé

Imputations

Report sous-total participations qualifiées (feuilles F3-F4)		3 7 6 4		9 4 3 1		5 6 3 1 0 7		2 3 5 5 0		1 3 0 6		3 8 4 9	
Totaux				additionner				A reporter sous Imputations (RSI)		A reporter sur feuille récapitulative, code 56.20		A reporter sur feuille C3, code 56.30	
Imputations													
Impôt anticipé	21	1 3 1 7 4 0		35%									
Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)	23	4 2 5 5 0				1 3 1 9 5							
Imputation forfaitaire d'impôt (IFI)	22	2 3 5 5 0				3 0		2 3 7 0				24	
Dédution applicable pour l'imposition partielle (feuille F3)													
Revenus et fortune mobiliers totaux						1 3 1 6 5		5 6 0 7 3 7					

1 Indiquer un O (Ouvert) ou F (Fermeture) suivi de la date de l'opération (jour, mois). Exemple: ouverture le 23 janvier = 02301

2 Civilité: Indiquez la civilité à laquelle appartient l'avoir mobilier: 1 contribuable, 2 conjoint, 3 enfant(s) ou 1 et 2 pour les comptes joints

3 FC - Fortune commerciale: Cochez cette case si l'avoir concerné est déjà comptabilisé dans les actifs commerciaux (indépendant seulement)

20c Valeur imposable

En disposant d'un relevé fiscal, vous économisez un report "position par position" de votre portefeuille de titres au profit d'un total regroupé. Reportez le total des revenus soumis dans la colonne **20a**, puis non soumis à l'impôt anticipé dans le colonne **20b**. L'évaluation de fortune globale à la fin de la période fiscale est à retranscrire sous la colonne **20c**.

21 Impôt anticipé

Calculez le 35% du total des rendements soumis à l'impôt anticipé arrondi aux 5 centimes près. L'impôt anticipé est imputé du total des impôts cantonaux et communaux (ICC) et figure sous la rubrique "Imputations" du bordereau.

22 Imputation forfaitaire d'impôt (IFI)

Les rendements de titres ayant subi une imposition à la source à l'étranger peuvent bénéficier de l'imputation forfaitaire (totale ou partielle) en vertu des conventions de double imposition conclues entre la Suisse et les Etats contractants.

Les rendements bruts sujets à l'imputation forfaitaire doivent figurer dans la colonne "non soumis à l'impôt anticipé".

Pour bénéficier de l'imputation forfaitaire vous devez impérativement remettre en annexe à votre état des

titres une formule DA-1 (dividendes et intérêts) ou DA-3 (redevances de licences) dûment remplie, datée et signée. Ces formules sont disponibles sur www.ge.ch/impots Il n'y a pas de remboursement accordé si le montant de l'imputation forfaitaire est inférieur à CHF 50.-. Dans ce cas, le rendement brut doit être diminué de l'impôt étranger non récupérable.

23 Retenue supplémentaire d'impôt (RSI)

Reportez ici le total de la retenue supplémentaire d'impôt figurant sous la colonne du même nom. Ce montant est également imputé du total des impôts cantonaux et communaux (ICC) et figure sous la rubrique "Imputations" du bordereau.

24 Revenus et fortune déjà comptabilisés

Reportez dans ces deux rubriques la somme des revenus, respectivement de la fortune, des avoirs qui sont déjà comptabilisés dans les comptes de l'activité indépendante pour lesquels vous avez coché la case "FC" (Fortune commerciale). A noter qu'à compter de la période fiscale 2011, les papiers valeurs de la fortune commerciale sont imposables selon le principe de la valeur comptable. La fortune de tels papiers valeurs n'a, à ce titre, plus besoin d'être indiquée dans l'état des titres dès lors qu'elle est dûment comptabilisée dans les comptes de l'activité indépendante.

Imposition partielle des dividendes – Réforme II des entreprises

La réforme II de l'imposition des entreprises prévoit une imposition partielle des dividendes, parts de bénéfice, excédents de liquidation et prestations appréciables en argent de participations qualifiées de la fortune privée et commerciale.

Cette disposition consiste en une atténuation de la double imposition économique au moyen d'un abattement sur les rendements de droits de participations dites "qualifiées". Sont concernés par cette imposition réduite, uniquement les actionnaires possédant 10% et plus du capital-actions ou du capital-social de la société.

Afin de distinguer les titres répondant à cette définition, un formulaire spécifique complémentaire à l'état des titres 2013 (annexes **F3** et **F4**) peut être commandé à l'Administration fiscale cantonale. Toutefois, les logiciels de déclaration fiscale agréés éditent automatiquement ces formulaires et les contribuables les utilisant n'ont pas besoin d'en faire la demande.

A noter encore que le rendement de bons de jouissance, de parts de placements collectifs de capitaux (fonds de placement), d'instruments financiers hybrides, de même que les intérêts d'obligations, de prêts ou d'autres avances ne sont pas visés par l'atténuation de la double imposition économique et ne doivent donc pas figurer sur les annexes **F3** ou **F4**.

Pour plus de précisions, vous pouvez vous référer aux circulaires fédérales N°22 du 16 décembre 2008 (fortune privée) ou N°23 du 17 décembre 2008 (fortune commerciale) disponibles sur internet www.estv.admin.ch

Report sous-total participations qualifiées (feuilles F3-F4)	
Totaux	3 7 6 4
Imputations	
Impôt anticipé	1 3 1 7 4 0
Retenue supplémentaire d'impôt (RSI) <small>Joindre les attestations globales ou les bordereaux de coupon</small>	4 2 5 5 0
Imputation forfaitaire d'impôt (IFI) <small>Joindre la formule DA-1, 3 correspondante</small>	2 3 5 5 0
	35%
	9 4 3 1
	5 6 3 1 0 7
	2 3 5 5 0
	1 3 0 6
	3 8 4 9
	additionner
	1 3 1 9 5
	3 0
	2 3 7 0
	1 3 1 6 5
	5 6 0 7 3 7
	Déduction applicable pour l'imposition partielle (feuille F3)
	Déduction du total des revenus et fortune déjà comptabilisés dans l'activité indépendante (coche FC)
	Revenus et fortune mobiliers totaux
	A reporter sur feuille récapitulative, code 14.00, col. 1 et 2 (revenu) et 3 (fortune)

1 Indiquer un O (Ouvert) ou F (Fermeture) suivi de la date de l'opération (jour, mois). Exemple: ouverture le 23 janvier = 02301

2 Civilité: indiquez la civilité à laquelle appartient l'avoir mobilier: 1 contribuable, 2 conjoint, 3 enfant(s) ou 1 et 2 pour les comptes joints

3 FC = Fortune commerciale: Cochez cette case si l'avoir concerné est déjà comptabilisé dans les actifs commerciaux (indépendant seulement)

Participations qualifiées de la fortune privée (F3)

L'abattement se monte à 40% pour les rendements de participations qualifiées de la fortune privée. Les revenus bruts et la fortune des titres indiqués sur cette feuille doivent être reportés sous la rubrique "sous-total participations qualifiées" de la feuille F1.

1 Déduction applicable pour l'imposition partielle (feuille F1)

La déduction de 40% doit, quant à elle, être reportée sous la rubrique "déduction applicable pour l'imposition partielle".

Le % détenu dans le capital de la société doit être indiqué pour chaque participation.

Les titres indiqués sur l'annexe F3 ne doivent plus figurer sous la rubriques "Titres suisses et étrangers" de la feuille F2 au risque d'être imposés à double. A noter qu'une participation de 10% et plus qui n'a pas généré de distribution en 2013, doit néanmoins figurer dans l'annexe F3.

Participations qualifiées de la fortune commerciale (F4)

L'abattement se monte à 50% pour les rendements de participations qualifiées de la fortune commerciale.

Les revenus bruts et la fortune des titres indiqués sur cette feuille doivent être reportés sous la rubrique "sous-total participations qualifiées" de la feuille F1.

Les revenus bruts sont à reporter dans un compte distinct au sens de la circulaire No 23 de l'AFC du 17 décembre 2008 afin de déterminer la déduction applicable pour l'imposition partielle. Le montant de la déduction calculé dans le compte distinct est à reporter sur la feuille B2, code 12.18.

Le % détenu dans le capital de la société doit être indiqué pour chaque participation.

Les titres indiqués sur la feuille F4 ne doivent plus figurer sous la rubrique "Titres suisses et étrangers" de la feuille F2 au risque d'être imposés à double. A noter qu'une participation de 10% et plus qui n'a pas généré de distribution en 2013, doit néanmoins figurer dans l'annexe F4.

Nom et prénom
N° de contribuables

A₁

Activité dépendante 2013

Contribuable
Revenu

Revenu	Date de naissance	Date	ICC et PFI	
			Revenu	PFI
21.01.1				
21.01.2				
21.01.3				
21.01.4				
21.01.5				
21.01.6				
21.01.7				
21.01.8				
21.01.9				
21.01.10				
21.01.11				
21.01.12				
21.01.13				
21.01.14				
21.01.15				
21.01.16				
21.01.17				
21.01.18				
21.01.19				
21.01.20				
21.01.21				
21.01.22				
21.01.23				
21.01.24				
21.01.25				
21.01.26				
21.01.27				
21.01.28				
21.01.29				
21.01.30				
21.01.31				
21.01.32				
21.01.33				
21.01.34				
21.01.35				
21.01.36				
21.01.37				
21.01.38				
21.01.39				
21.01.40				
21.01.41				
21.01.42				
21.01.43				
21.01.44				
21.01.45				
21.01.46				
21.01.47				
21.01.48				
21.01.49				
21.01.50				
21.01.51				
21.01.52				
21.01.53				
21.01.54				
21.01.55				
21.01.56				
21.01.57				
21.01.58				
21.01.59				
21.01.60				
21.01.61				
21.01.62				
21.01.63				
21.01.64				
21.01.65				
21.01.66				
21.01.67				
21.01.68				
21.01.69				
21.01.70				
21.01.71				
21.01.72				
21.01.73				
21.01.74				
21.01.75				
21.01.76				
21.01.77				
21.01.78				
21.01.79				
21.01.80				
21.01.81				
21.01.82				
21.01.83				
21.01.84				
21.01.85				
21.01.86				
21.01.87				
21.01.88				
21.01.89				
21.01.90				
21.01.91				
21.01.92				
21.01.93				
21.01.94				
21.01.95				
21.01.96				
21.01.97				
21.01.98				
21.01.99				
21.02.00				

Revenu brut, avant l'impôt, des revenus de l'année 2013. Les déductions de l'année 2013 sont indiquées dans la partie 2 de la feuille A1.

Revenu net, après l'impôt, des revenus de l'année 2013. Les déductions de l'année 2013 sont indiquées dans la partie 2 de la feuille A1.

Oui Non

Revenu net, après l'impôt, des revenus de l'année 2013. Les déductions de l'année 2013 sont indiquées dans la partie 2 de la feuille A1.

Oui Non

Déductions (avant les déductions de l'année 2013)

Déductions	ICC et PFI	
	Revenu	PFI
21.02.1		
21.02.2		
21.02.3		
21.02.4		
21.02.5		
21.02.6		
21.02.7		
21.02.8		
21.02.9		
21.02.10		
21.02.11		
21.02.12		
21.02.13		
21.02.14		
21.02.15		
21.02.16		
21.02.17		
21.02.18		
21.02.19		
21.02.20		
21.02.21		
21.02.22		
21.02.23		
21.02.24		
21.02.25		
21.02.26		
21.02.27		
21.02.28		
21.02.29		
21.02.30		
21.02.31		
21.02.32		
21.02.33		
21.02.34		
21.02.35		
21.02.36		
21.02.37		
21.02.38		
21.02.39		
21.02.40		
21.02.41		
21.02.42		
21.02.43		
21.02.44		
21.02.45		
21.02.46		
21.02.47		
21.02.48		
21.02.49		
21.02.50		
21.02.51		
21.02.52		
21.02.53		
21.02.54		
21.02.55		
21.02.56		
21.02.57		
21.02.58		
21.02.59		
21.02.60		
21.02.61		
21.02.62		
21.02.63		
21.02.64		
21.02.65		
21.02.66		
21.02.67		
21.02.68		
21.02.69		
21.02.70		
21.02.71		
21.02.72		
21.02.73		
21.02.74		
21.02.75		
21.02.76		
21.02.77		
21.02.78		
21.02.79		
21.02.80		
21.02.81		
21.02.82		
21.02.83		
21.02.84		
21.02.85		
21.02.86		
21.02.87		
21.02.88		
21.02.89		
21.02.90		
21.02.91		
21.02.92		
21.02.93		
21.02.94		
21.02.95		
21.02.96		
21.02.97		
21.02.98		
21.02.99		
21.03.00		

Contribuable

Nom et prénom
N° de contribuables

A₂

Activité dépendante 2013

Conjoint
Revenu

Revenu	Date de naissance	Date	ICC et PFI	
			Revenu	PFI
21.02.1				
21.02.2				
21.02.3				
21.02.4				
21.02.5				
21.02.6				
21.02.7				
21.02.8				
21.02.9				
21.02.10				
21.02.11				
21.02.12				
21.02.13				
21.02.14				
21.02.15				
21.02.16				
21.02.17				
21.02.18				
21.02.19				
21.02.20				
21.02.21				
21.02.22				
21.02.23				
21.02.24				
21.02.25				
21.02.26				
21.02.27				
21.02.28				
21.02.29				
21.02.30				
21.02.31				
21.02.32				
21.02.33				
21.02.34				
21.02.35				
21.02.36				
21.02.37				
21.02.38				
21.02.39				
21.02.40				
21.02.41				
21.02.42				
21.02.43				
21.02.44				
21.02.45				
21.02.46				
21.02.47				
21.02.48				
21.02.49				
21.02.50				
21.02.51				
21.02.52				
21.02.53				
21.02.54				
21.02.55				
21.02.56				
21.02.57				
21.02.58				
21.02.59				
21.02.60				
21.02.61				
21.02.62				
21.02.63				
21.02.64				
21.02.65				
21.02.66				
21.02.67				
21.02.68				
21.02.69				
21.02.70				
21.02.71				
21.02.72				
21.02.73				
21.02.74				
21.02.75				
21.02.76				
21.02.77				
21.02.78				
21.02.79				
21.02.80				
21.02.81				
21.02.82				
21.02.83				
21.02.84				
21.02.85				
21.02.86				
21.02.87				
21.02.88				
21.02.89				
21.02.90				
21.02.91				
21.02.92				
21.02.93				
21.02.94				
21.02.95				
21.02.96				
21.02.97				
21.02.98				
21.02.99				
21.03.00				

Revenu brut, avant l'impôt, des revenus de l'année 2013. Les déductions de l'année 2013 sont indiquées dans la partie 2 de la feuille A2.

Revenu net, après l'impôt, des revenus de l'année 2013. Les déductions de l'année 2013 sont indiquées dans la partie 2 de la feuille A2.

Oui Non

Revenu net, après l'impôt, des revenus de l'année 2013. Les déductions de l'année 2013 sont indiquées dans la partie 2 de la feuille A2.

Oui Non

Déductions (avant les déductions de l'année 2013)

Déductions	ICC et PFI	
	Revenu	PFI
21.03.1		
21.03.2		
21.03.3		
21.03.4		
21.03.5		
21.03.6		
21.03.7		
21.03.8		
21.03.9		
21.03.10		
21.03.11		
21.03.12		
21.03.13		
21.03.14		
21.03.15		
21.03.16		
21.03.17		
21.03.18		
21.03.19		
21.03.20		
21.03.21		
21.03.22		
21.03.23		
21.03.24		
21.03.25		
21.03.26		
21.03.27		
21.03.28		
21.03.29		
21.03.30		
21.03.31		
21.03.32		
21.03.33		
21.03.34		
21.03.35		
21.03.36		
21.03.37		
21.03.38		
21.03.39		
21.03.40		
21.03.41		
21.03.42		
21.03.43		
21.03.44		
21.03.45		
21.03.46		
21.03.47		
21.03.48		
21.03.49		
21.03.50		
21.03.51		
21.03.52		
21.03.53		
21.03.54		
21.03.55		
21.03.56		
21.03.57		
21.03.58		
21.03.59		
21.03.60		
21.03.61		
21.03.62		
21.03.63		
21.03.64		
21.03.65		
21.03.66		
21.03.67		
21.03.68		
21.03.69		
21.03.70		
21.03.71		
21.03.72		
21.03.73		
21.03.74		
21.03.75		
21.03.76		
21.03.77</		

Activité dépendante 2013

Revenu

	Nom de l'employeur – Adresse du lieu de travail	Taux d'activité %	Code commune	ICC et IFD	
				1.	2. Revenu brut
11.10-1					
11.10-2					
11.10-3					
11.15	Bonus, gratification				
11.30	Tantièmes, jetons de présence, etc.				
11.40	Actions et/ou options de collaborateur				
11.50	Perte de salaire Chômage, maladie, accident, militaire				

11.10 Contribuable

21.10 Conjoint Salaires bruts

Nous vous demandons d'indiquer avec précision les éléments suivants:

- le nom de votre(vos) employeur(s) et l'adresse de votre lieu de travail
- le code de la commune dans laquelle vous travaillez (voir page 62)
- le salaire brut figurant sur votre certificat de salaire sous réserve des points ci-après qui doivent être clairement ventilés

11.15 Contribuable

21.15 Conjoint Bonus, gratification

Indiquez les montants bruts perçus.

Allocations familiales

Les sommes perçues à ce titre doivent être déclarées au point 16.63, annexe C2 (voir page 35), qu'elles proviennent de votre employeur ou d'une caisse d'allocations familiales.

11.30 Contribuable

21.30 Conjoint Tantièmes, jetons de présence, etc.

Indiquez les montants bruts perçus.

11.40 Contribuable

21.40 Conjoint Actions et/ou options de collaborateur

Veillez indiquer le revenu imposable correspondant:

- pour les **actions libres** de collaborateurs, à la différence entre le prix d'acquisition et la valeur vénale du titre à la date de remise
- pour les **actions bloquées** de collaborateurs, à la différence entre le prix d'acquisition et la valeur vénale réduite d'un escompte correspondant à la durée de blocage du titre à la date de remise
- pour les **options librement transférables et cotées en bourse**, à la différence entre la valeur effective de l'option et le prix d'attribution
- pour les **options assorties d'un délai de blocage ou non cotées en bourse** qui qualifient pour une imposition à l'exercice, à la différence entre le prix d'exercice convenu et la valeur du sous-jacent au moment de l'exercice de l'option.

Des informations complémentaires sont disponibles sur notre site Internet www.ge.ch/impots.

Veillez joindre le document annexe au certificat de salaire.

Revenu

The image shows a portion of the Swiss tax form 'Activité dépendante 2013'. It includes sections for 'Revenu' (Income) and 'Déductions' (Deductions). The 'Revenu' section lists various types of income such as 'Vacances, ponts, jours fériés, intempéries, prestations en nature' and 'Prestations en capital'. The 'Déductions' section lists various types of deductions such as 'Dépenses de subsistance' and 'Dépenses de logement'. The form is organized into columns for different categories and rows for specific items.

11.60	Vacances, ponts, jours fériés, intempéries, prestations en nature								
11.70	Prestations en capital Indemnité à la fin des rapports de service, indemnité de licenciement, etc.								
11.00	Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 11.00 col. 1 et 2								

Avez-vous eu, durant l'année 2013, des interruptions de travail non payées et sans indemnités ?

11.60 Contribuable
21.60 Conjoint
Vacances, ponts, jours fériés, intempéries, prestations en nature
 Indiquez les montants bruts perçus.

Lorsque les conditions objectives de la situation témoignent en faveur d'une prestation en capital versée en remplacement de prestations périodiques futures, il est procédé à une conversion en vue de déterminer le taux d'imposition.

11.70 Contribuable
21.70 Conjoint
Prestations en capital
 Sont notamment imposables les prestations en capital perçues:

- à la fin des rapports de service
- en remplacement de prestations périodiques
- au titre d'indemnités de licenciement

L'information N°5/2000 du 11 novembre 2000 de notre administration est à votre disposition pour plus de détails. Vous pourrez l'obtenir sur notre site internet www.ge.ch/impots ou en contactant l'administration fiscale (voir liste des contacts en page 61).

ainsi que les indemnités diverses (prohibition de la concurrence, renonciation à l'exercice d'une activité, etc.).

Vous pouvez également obtenir la circulaire N° 1 du 3 octobre 2002 de l'Administration fédérale des contributions sur le site de l'AFC à l'adresse www.estv.admin.ch

Taux d'imposition des prestations en capital
 Si la prestation en capital est assimilée à un simple complément de salaire, elle ne fera pas l'objet d'une conversion pour la détermination du taux d'imposition; elle sera additionnée aux autres revenus imposables.

Les autres prestations en capital (notamment celles provenant d'assurances) doivent être déclarées sous code 16.64 Autres revenus (annexe C2).

Déductions des cotisations et des rachats

	1. Revenu	2. Revenu
31.10 Cotisations AVS / AI, APG, Chômage, AANP, AMat		
31.12 Prévoyance 2ème pilier Cotisations		
31.20 Déduction forfaitaire pour frais professionnels IFD		
31.50 Déduction forfaitaire pour frais professionnels ICC		
31.30 Rachat(s) de la prévoyance professionnelle Joindre les justificatifs		
31.40 Cotisations au 3ème pilier A Joindre les justificatifs		
31.60 Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de repas		

31.10 Contribuable

41.10 Conjoint

Cotisations AVS / AI / APG / Chômage / AANP / AMat

Veillez additionner les montants des cotisations suivantes (figurant sur votre certificat de salaire):

- AVS / AI / APG, AMat
- Assurance contre le chômage
- Assurance obligatoire contre les accidents non professionnels (AANP)

31.12 Contribuable

41.12 Conjoint

Cotisations 2ème pilier

La totalité des versements effectués en 2013 à une institution de prévoyance (2ème pilier), cotisations et rappels (sans les rachats).

31.30 Contribuable

41.30 Conjoint

Rachats de la prévoyance professionnelle

Les versements effectués en 2013 pour le rachat d'année(s) d'assurance ou pour la finance d'entrée peuvent être déduits.

Nous vous rendons attentif au fait que les rachats effectués ne peuvent être prélevés sous forme de capital avant un délai de trois ans. Un prélèvement en capital effectué avant l'expiration de ce délai entrainera la suppression

de la déduction dans le cadre d'une procédure en rappel d'impôt. (Information N° 3/2011 du 1er juillet 2011)

31.40 Contribuable

41.40 Conjoint

Cotisations 3ème pilier A

Les cotisations ou versements effectués en 2013 pour le 3ème pilier A sont déductibles à concurrence de:

- CHF 6739.- si vous remplissez les conditions d'affiliation à un 2ème pilier
- CHF 33 696.- mais au maximum 20% du revenu déterminant (salaire brut moins cotisations AVS / AI / APG / AC / AANP / AMat) si vous ne remplissez pas les conditions d'affiliation à un 2ème pilier. Un éventuel surplus ne sera pas admis en déduction et devra être restitué par l'institution de prévoyance.

Déduction forfaitaire ICC et IFD pour frais professionnels

Exemple

Contribuable

IFD (code 31.20)

Revenu total **73 525.-**

31.10 - 4816.-

31.12 - 3676.-

solde = **65 033.-**

31.20 =

solde x 3% = 1951.-

minimum = 2000.-

ICC (code 31.50)

Revenu total **73 525.-**

31.10 - 4816.-

31.12 - 3676.-

solde = **65 033.-**

31.50 =

solde x 3% = 1951.-

limité à **1713.-**

11.00 Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 11.00 col. 1 et 2		73 525	
Avez-vous eu, durant l'année 2013, des interruptions de travail non payées et sans indemnités?			
<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	Début	Début
		Fin	Fin
Déductions liées aux revenus ci-dessus			
	ICC	IFD	
	1. Revenu	2. Revenu	
31.10	Cotisations AVS/AI, APG, Chômage, AANP, Amat		
		4 8 1 6	4 8 1 6
31.12	Prévoyance 2ème pilier Cotisations		
		3 6 7 6	3 6 7 6
31.20	Déduction forfaitaire pour frais professionnels IFD		
31.50	Déduction forfaitaire pour frais professionnels ICC	1 7 1 3	2 0 0 0
31.30	Rachat(s) de la prévoyance professionnelle Joindre les justificatifs	2 2 5 0	
31.40	Cotisations au 3ème pilier A Joindre les justificatifs	4 2 0 0	
31.60	Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de repas		
31.70	Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de déplacements		
31.62	Déduction pour frais de perfectionnement, de reconversion ou de réinsertion		
31.63	Déduction pour frais professionnels – Autres frais Nature:		
31.90	Déduction sur le gain de l'un des époux / partenaires		
31.95	Déduction applicable uniquement au revenu le moins élevé		

31.20 Contribuable

41.20 Conjoint

Déduction forfaitaire IFD pour frais professionnels

Une déduction forfaitaire est admise pour chaque contribuable salarié. Elle se calcule de la façon suivante:

Le montant du code **11.00 Contribuable** ou **21.00 Conjoint** diminué de la somme des codes 31.10, 31.12 (41.10, 41.12), multiplié par **3%**

Cette déduction est comprise entre **CHF 2000.-** (minimum) et **CHF 4000.-** (maximum)

Il se peut que, dans certains cas, la déduction des frais forfaitaires ne couvre pas la totalité des frais encourus.

Sous certaines conditions, vous pourrez faire valoir la déduction de vos frais effectifs, voir page 25

31.50 Contribuable

41.50 Conjoint

Déduction forfaitaire ICC pour frais professionnels

Une déduction forfaitaire est admise pour chaque contribuable salarié. Elle se calcule de la façon suivante:

Le montant du code **11.00 Contribuable** ou **21.00 Conjoint** diminué de la somme des codes 31.10, 31.12 (41.10, 41.12), multiplié par **3%**

Cette déduction est comprise entre **CHF 605.-** (minimum) et **CHF 1713.-** (maximum)

Il se peut que, dans certains cas, la déduction des frais forfaitaires ne couvre pas la totalité des frais encourus.

Sous certaines conditions, vous pourrez faire valoir la déduction de vos frais effectifs, voir page 25

Déduction pour frais professionnels effectifs ICC et IFD

31.60 Contribuable

41.60 Conjoint

Déduction pour frais professionnels effectifs

Cette déduction n'entre en considération que dans la mesure où les repas pris hors du domicile occasionnent un surplus de dépenses par rapport aux repas pris à la maison. Si l'employeur réduit le prix du repas de midi, seule la moitié de la déduction décrite ci-après est admise.

Frais de repas ICC

Les frais de repas (CHF 15.- par jour, max. CHF 3200.- par an) ne sont admis que si, pour le contribuable salarié, l'utilisation des transports publics pour se rendre de son domicile à son lieu de travail et en revenir aboutit à une durée excédant deux heures par jour.

Frais de repas IFD

CHF 15.- par jour, max. CHF 3200.- par an

Indemnité de travail en équipes IFD

CHF 15.- par jour, max. CHF 3200.- par an

Seules sont déductibles les indemnités comprises dans le salaire brut avec indication du nombre de jours pendant lesquels elles ont été versées et figurant sur le certificat de salaire.

Les deux déductions IFD ne peuvent être cumulées

Déduction des frais professionnels effectifs ICC – Exemples

Exemple 1

Le contribuable habite à Carouge; il se déplace en transports publics au centre de Genève ville pour y travailler. Son temps de trajet est inférieur à deux heures par jour, il ne peut donc faire valoir que:

- les frais de déplacements en transports publics
- les autres frais professionnels

Dans son cas, demander la déduction forfaitaire (1713.-) sera à son avantage.

Exemple 2

Le contribuable habite au centre de Genève ville, il se déplace en voiture jusqu'à Satigny pour y travailler. Son temps de trajet, s'il utilise les transports publics est supérieur à deux heures par jour. Il peut donc faire valoir:

- les frais de déplacements kilométriques (un aller et retour quotidien)
- les frais de repas
- les autres frais professionnels

Dans son cas, demander la déduction des frais professionnels effectifs (6596.-), à la place de la déduction forfaitaire, sera à son avantage.

Exemple 3

Le contribuable habite Hermance, il se déplace en transports publics jusqu'au centre de Genève ville pour y travailler. Son temps de trajet est supérieur à deux heures par jour, il peut faire valoir:

- les frais de déplacements en transports publics
- les frais de repas
- les autres frais professionnels

Dans son cas, demander la déduction des frais professionnels effectifs (4160.-), à la place de la déduction forfaitaire, sera à son avantage.

Rubriques	Exemple 1		Exemple 2		Exemple 3	
	Déduction forfaitaire	ou Dédution frais effectifs	Déduction forfaitaire	ou Dédution frais effectifs	Déduction forfaitaire	ou Dédution frais effectifs
31.50 Dédution forfaitaire ICC pour frais professionnels	1713.-	---	1713.-	---	1713.-	---
31.60 Dédution pour frais professionnels effectifs Frais de déplacement		840.-		3276.-		840.-
31.61 Dédution pour frais professionnels effectifs Frais de repas		Dédution non autorisée		3200.-		3200.-
31.63 Dédution pour frais professionnels effectifs Autres frais		120.- cotisations syndicales		120.- cotisations syndicales		120.- cotisations syndicales
Total	1713.-	---	---	6596.-	---	4160.-

Si un contribuable répond aux critères qui lui ouvriraient le droit aux frais de déplacements effectifs mais qu'il utilise en réalité les transports publics, il ne pourra naturellement faire valoir en déduction, à titre de frais de déplacements, que le prix de l'abonnement TPG (cf exemple 3 ci-dessus)

31.70	Déduction pour frais professionnels effectifs Frais de déplacements						
31.62	Déduction pour frais de perfectionnement, de reconversion ou de réinsertion						
31.63	Déduction pour frais professionnels – Autres frais Nature:						
31.90	Déduction sur le gain de l'un des époux / partenaires						
31.95	Déduction applicable uniquement au revenu le moins élevé						
31.00	Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 31.00 col. 1 et 2						

31.70 Contribuable

41.70 Conjoint

Déduction pour frais professionnels effectifs

Frais de déplacements ICC

Dans la règle, il est admis le prix de l'abonnement TPG (transports publics genevois). Considérant le fait que Genève est un canton-ville possédant un réseau de transports publics très dense, des frais effectifs liés à l'utilisation d'un véhicule privé seront admis seulement:

- a) si l'utilisation des transports publics, calculée sur la base de deux aller et retour quotidiens, aboutit à une durée excédant deux heures par jour ou
- b) si le contribuable travaille avant 6 heures du matin ou après 22 heures.

Le montant des frais effectifs liés à l'utilisation d'un véhicule privé est calculé par analogie aux normes fédérales, décrites au paragraphe suivant.

Frais de déplacements IFD

Les frais effectifs que vous avez engagés entre votre domicile et votre lieu de travail sont déductibles à concurrence de:

- **CHF 840.-** si vous empruntez les transports publics
- **CHF 700.-** si vous utilisez un vélo, un cyclomoteur ou un motocycle léger
- **Si vous utilisez une motocyclette et/ou une automobile** le montant qui aurait été dépensé en empruntant le transport en commun le moins onéreux
- **Si vous n'avez pas de transports publics à disposition ou que vous ne pouvez pas les utiliser (p.ex. en raison**

d'une infirmité, d'éloignement notable de la station la plus proche, d'horaires défavorables, etc.) une déduction par kilomètre est admise à concurrence de:

- a) **CHF 0.40** pour une motocyclette de plus de 50 cm3
- b) **CHF 0.70** pour une automobile

- **Pour le trajet aller et retour de midi, il ne peut-être compté que CHF 15.- par jour, au maximum CHF 3200.- par an; dans ce cas la déduction pour frais de repas prévue au code 31.60/41.60 ne peut être admise.**

31.62 Contribuable

41.62 Conjoint

Déduction pour frais de perfectionnement, de reconversion ou de réinsertion

Les frais de perfectionnement en rapport avec l'activité exercée et les frais de reconversion ou de réinsertion professionnelle sont admis en déduction sur présentation de justificatifs.

Dans tous les cas, les frais de formation ne sont pas déductibles.

31.63 Contribuable

41.63 Conjoint

Déduction pour frais professionnels effectifs

Autres frais effectifs ICC et IFD

D'autres frais effectifs, liés à l'acquisition du revenu et dûment justifiés, peuvent être demandés en déduction (par exemple cotisations syndicales).

Déduction des frais professionnels ICC et IFD – Travailleurs hors-canton

ICC et IFD

Personnes exerçant leur activité lucrative dépendante pour le compte d'un employeur établi hors du canton mais sans y résider durant la semaine

31.60 Contribuable

41.60 Conjoint

Frais de repas

Les frais de repas sont admis en déduction selon les normes fédérales (CHF 15.- par jour, mais au maximum CHF 3200.- par an).

31.70 Contribuable

41.70 Conjoint

Frais de déplacements

Dans la règle, il est admis en déduction le prix de l'abonnement des transports publics le moins coûteux. Le contribuable peut toutefois justifier de frais kilométriques liés à l'utilisation de son véhicule privé; dans ce cas, les normes fédérales sont prises en compte.

ICC et IFD

Personnes exerçant leur activité lucrative dépendante pour le compte d'un employeur établi hors du canton et y résidant durant la semaine

31.60 Contribuable

41.60 Conjoint

Frais de repas

Les frais de repas sont admis en déduction selon les normes fédérales (CHF 15.- par repas de midi ou du soir mais au maximum CHF 30.- par jour et CHF 6400.- par an).

31.70 Contribuable

41.70 Conjoint

Frais de déplacements

Il est admis en déduction le prix de l'abonnement des transports publics le moins onéreux.

Frais de logement

ICC

Le loyer effectif est admis en déduction mais au maximum à hauteur de CHF 500.- par mois.

IFD

Le prix usuel d'une chambre au lieu de travail est admis en déduction.

Cette déduction sera portée au code 31.63/41.63 en précisant "Frais de logement"

Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaire enregistré

31.90 Contribuable

41.90 Conjoint

Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaire enregistré

IFD

Lorsque les époux/partenaires enregistrés vivent en ménage commun et exercent chacun une activité lucrative, ils peuvent déduire 50% du produit de l'activité lucrative la moins rémunérée. La déduction maximale est limitée à **CHF 13 400.-**

Le revenu de l'activité lucrative est constitué du revenu imposable de l'activité lucrative salariée (code 11.00 ou 21.00) diminuée des codes 31.10 à 31.63 (ou 41.10 à 41.63) et/ou de l'activité lucrative indépendante (code 12.01) diminuée des codes 32.10 à 32.40.

Si, une fois les déductions ci-dessus faites, le revenu net de l'activité lucrative le moins élevé est inférieur à **CHF 8100.-**, la déduction sera limitée au montant du revenu net.

Si le revenu net de l'activité lucrative se situe entre **CHF 8100.-** et **CHF 16 200.-**, la déduction sera de **CHF 8100.-**

Si le revenu net de l'activité lucrative dépasse **CHF 16 200.-**, la déduction s'élève à 50% de ce revenu. La déduction maximale est limitée à **CHF 13 400.-**

31.95 Contribuable

41.95 Conjoint

Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaire enregistré

ICC

Lorsque les époux ou les partenaires enregistrés vivent en ménage commun, un montant de **CHF 504.-** est déduit du produit du travail le plus bas qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre.

Une déduction analogue est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre sans rémunération dans l'exercice d'une activité indépendante, son commerce ou son entreprise.

B₄ Relevé de pertes
N° de contribution **B₁**

Activité indépendante 2013
Veuillez remplir une feuille par activité indépendante et par personne

Frais de clientèle et de représentation
Le titulaire des frais de clientèle et de représentation sont-ils justifiés par l'exercice commercial? Oui Non

Prélèvements en nature et parts privées aux frais généraux
L'exploitant a-t-il obtenu des distributions pour la totalité de son fonds de commerce? Oui Non

Renseignements généraux
Indiquez votre année de début d'exploitation

Tenue des comptes
Fournissez les numéros de vos comptes de banque

Début / fin de l'activité indépendante
L'activité indépendante débute-t-elle durant cette période fiscale? Oui Non

Déductions (voir vos réponses au formulaire)

Statut de contribution
Indiquez si vous êtes un contribuable ou un conjoint

L'annexe B réservée aux contribuables exerçant une activité lucrative indépendante est une synthèse du compte de pertes et profits pour chaque exploitation. Celle-ci développe certains postes comptables et améliore la qualité de l'information transmise dans le but d'atteindre une meilleure efficacité fiscale.

Nous vous demandons de compléter une annexe B par activité indépendante tout en prenant soin de compléter les différents points abordés dans le formulaire. Nous vous rendons attentif à la civilité (contribuable ou conjoint) ainsi qu'à la nature juridique de l'activité déployée.

Guide complémentaire pour les indépendants

Les renseignements figurant dans le présent Guide sont des informations générales.

Afin de compléter efficacement votre déclaration d'impôt, nous vous recommandons de consulter le Guide complémentaire pour les indépendants.

Celui-ci vous apportera toute l'aide nécessaire et, nous l'espérons, les réponses à toutes vos questions.

Afin de poursuivre notre effort portant sur l'économie des ressources et éviter le gaspillage de papier, vous trouverez le Guide complémentaire pour les indépendants:

- intégré au logiciel Getax, dans l'aide dédiée à l'activité indépendante
- en téléchargement sur notre site www.ge.ch/impots
- à l'accueil de l'Hôtel des finances

B₂ **B₃**

Compte de pertes et profits
Veuillez impérativement joindre vos comptes commerciaux

Estimation du stock des marchandises
Indiquez les quantités de marchandises vendues et achetées

Tableau des amortissements de l'exercice
Indiquez les amortissements de vos immobilisations

Bilan comptable
Indiquez les soldes de vos comptes de bilan

Provisions
Indiquez les provisions constituées

Activité indépendante 2013

Généralités

Répondre à tous les renseignements demandés aux annexes B1 à B4 peut vous éviter des demandes de renseignements complémentaires

Annexe B1

Elle intègre les renseignements portant sur:

- le type d'activité indépendante
- la tenue des comptes commerciaux
- le cas échéant, le début ou la fin de l'activité commerciale

Annexe B2

Il s'agit d'une récapitulation du compte de pertes et profits (compte d'exploitation) et du bilan.

Le détail demandé pour les postes de charges et de produits nous permet d'avoir une lisibilité accrue de vos comptes commerciaux et une uniformisation de la présentation.

Annexe B3

Elle complète l'annexe B2 et développe:

- l'estimation des stocks marchandises
- les amortissements par un tableau complet
- les provisions

Annexe B4

L'exploitant annoncera ici l'affectation commerciale ou non des frais de clientèle et de représentation et détaillera les prélèvements en nature effectués et/ou les parts privées aux frais généraux comptabilisés dans les compte commerciaux.

Les déductions sociales (notamment cotisations AVS/AI et 2ème pilier) sont à faire valoir aux rubriques 32.10 à 32.95

C1
Autres revenus et fortune 2013

Prestations sociales

17.10 Rentes AVS/AI
17.11 Rentes complémentaires
17.12 Rentes d'invalidité
17.13 Rentes de survivants
17.14 Rentes de veuves
17.15 Rentes de militaires
17.16 Rentes de militaires
17.17 Rentes de militaires
17.18 Rentes de militaires
17.19 Rentes de militaires
17.20 Rentes étrangères assimilables

Rentes, pensions et autres prestations

13.10 Pensions alimentaires, contributions d'entretien
13.11 Pensions versées par le SPC
13.12 Pensions de la prévoyance professionnelle
13.13 Pensions de l'assurance AVS/AI
13.14 Pensions de l'assurance AVS/AI
13.15 Pensions de l'assurance AVS/AI

Autres éléments de fortune

13.16 Immobilisations, valeurs mobilières, actions, obligations, etc.
13.17 Autres éléments de fortune

C2
Autres revenus et fortune 2013

Autres revenus

10.10 Produits de leur fortune
10.11 Revenus de capitaux mobiliers
10.12 Revenus de capitaux mobiliers
10.13 Revenus de capitaux mobiliers
10.14 Revenus de capitaux mobiliers
10.15 Revenus de capitaux mobiliers
10.16 Revenus de capitaux mobiliers
10.17 Revenus de capitaux mobiliers
10.18 Revenus de capitaux mobiliers
10.19 Revenus de capitaux mobiliers
10.20 Revenus de capitaux mobiliers

Autres éléments de fortune

13.16 Immobilisations, valeurs mobilières, actions, obligations, etc.
13.17 Autres éléments de fortune

Si vous percevez des rentes, pensions ou autres prestations, veuillez compléter l'annexe C1.

Vous pouvez faire valoir les déductions générales d'assurances ainsi que la déduction des contributions d'entretien versées et des rentes viagères payées en complétant les annexes C3 et C4.

Veuillez indiquer de manière précise les montants propres au contribuable, à son conjoint et aux enfants.

17.10 Rentes AVS/AI

Les rentes provenant de l'assurance vieillesse et survivants (AVS) et les rentes d'invalidité (AI) sont imposables en totalité.

Il est important d'indiquer la nature de ces rentes.

Veuillez indiquer, si c'est le cas, chaque montant perçu par le contribuable, son conjoint et l'(les) enfant(s) séparément.

Les prestations complémentaires versées par le SPC ainsi que celles versées par la ville de Genève sont exonérées des impôts cantonaux, communaux et fédéraux.

Elles doivent néanmoins figurer à la rubrique 98.40 de la récapitulation (voir page 48). Ces montants n'entrent pas en compte pour le calcul de l'impôt mais serviront à l'application des lois sociales et à la détermination des charges de famille.

17.20 Autres prestations et indemnités

Veuillez indiquer ici (en joignant une pièce justificative) les rentes étrangères assimilables aux rentes AVS/AI suisses.

13.10 Pensions alimentaires, contributions d'entretien

Veuillez déclarer la pension alimentaire qui vous est versée, pour vous-même et/ou pour vos enfants. Il est important de mentionner séparément les montants perçus pour chacun des ayants-droit (Contribuable, Conjoint, Enfants).

Vous voudrez bien nous communiquer également:

- les nom, prénom, adresse et, si existant, N° de contribuable de la personne qui vous verse cette pension
- une copie du jugement de divorce, de l'acte de séparation ou d'une convention, si ceux-ci ont été rendus ou établis en 2013.

Les enfants qui sont devenus majeurs en 2013 déclarent la pension alimentaire qui leur a été versée du 1er janvier 2013 au mois de leur majorité directement dans leur propre déclaration à la rubrique Pensions alimentaires (code 13.10).

du mois suivant leur majorité au 31 décembre 2013 à la rubrique Renseignements (page Récapitulation) code 98.30 (voir page 48 du guide). Ce montant n'entre pas en compte pour le calcul de l'impôt mais sert à l'application des lois sociales.

Autres revenus et fortune 2013

Rentes, pensions et autres prestations

Thumbnail of the 'Autres revenus et fortune 2013' tax form, showing the 'Rentes, pensions et autres prestations' section. The form includes fields for 'Rentes alimentaires, contributions d'entretien', 'Prestations versées par le SCARPA', 'Rentes de la prévoyance professionnelle', and 'Prestations de l'assurance militaire'. It also features a '1. et 2. Revenu brut' column for reporting.

Detailed view of the 'Rentes, pensions et autres prestations' section of the tax form. The section is titled 'Rentes, pensions et autres prestations' and includes a note: 'Si un jugement suite à une séparation de corps ou à un divorce a été rendu ou une convention ratifiée durant l'année 2013, veuillez en annexer une copie'. Below the title, there is a field for 'Identité et domicile du débiteur, si existant N° de contribuable:'. The section contains four rows of data entry fields, each with a description and a '1. et 2. Revenu brut' column:

- 13.10 Pensions alimentaires, contributions d'entretien
- 13.15 Prestations versées par le SCARPA
- 13.20 Rentes de la prévoyance professionnelle Déduction liée, voir feuille C4, code 33.20
- 13.30 Prestations de l'assurance militaire Autres que celles déclarées au code 98.60

Each row has columns for 'Contribuable', 'Conjoint', and 'Enfant(s)'. The '1. et 2. Revenu brut' column is highlighted in black.

Veuillez impérativement joindre les justificatifs des rentes déclarées à ces rubriques

13.20 Rentes de la prévoyance professionnelle

Ces rentes, versées par une institution de prévoyance ayant son siège en Suisse, doivent être déclarées dans leur intégralité (déduction voir page 38).

13.30 Prestations de l'assurance militaire

Les rentes, les pensions, les prestations périodiques et les prestations en capital ainsi que les indemnités journalières qui ont commencé à courir après le 1er janvier 1994 sont imposables en totalité. Ces prestations, si elles sont versées sur la base d'une décision antérieure au 1er janvier 1994, sont exonérées et doivent, dès lors, être indiquées au code 98.60 de la déclaration.

Les indemnités versées à titre de réparation morale ou pour atteinte à l'intégrité sont également exonérées. Elles doivent être portées au code 98.70 de la déclaration.

13.40 Autres rentes

Cette rubrique est réservée pour les

- rentes SUVA
- toutes les rentes d'assurances vie (3ème pilier B) versées en suite de décès ou d'invalidité
- rentes étrangères

Ces rentes sont imposées à **100%**

13.50 Rentes viagères

Les revenus provenant de rentes viagères et les autres revenus périodiques provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de **40%** lorsqu'elles sont versées à l'échéance du contrat. Le solde (60%) est réputé correspondre à la restitution du capital.

Rentes viagères temporaires

Ces rentes sont, en général, imposables par analogie aux rentes viagères décrites ci-dessus. Toutefois, si la durée de versement est prévue pour une durée de 5 ans au maximum et pour un assuré qui est âgé de moins de 65 ans à la conclusion du contrat de rentes, le traitement fiscal sera celui applicable aux rentes certaines.

Rentes certaines

Lorsque ces rentes sont versées aux échéances prévues par le contrat, seule la **part de rendement, déterminée par la société d'assurance**, est imposée, à **100%**.

Valeur de rachat

Pour tous les types de rentes mentionnés ci-dessus, la valeur de rachat calculée et attestée par la compagnie d'assurance est prise en compte pour déterminer l'impôt sur la fortune.

Autres revenus et fortune

		ICC et IFD	
		1. et 2. Revenu brut	
16.10	Produits de sous-location	Conjoint	
16.20	Gains accessoires Pour les déductions liées, voir feuille C4, codes 59.70 et 59.75	Conjoint	
16.30	Subsides d'assurance-maladie	Conjoint	Enfant(s)
16.35	Allocation de logement	Conjoint	
16.63	Allocations familiales		

16.10 Produits de sous-location

Vous déclarez ici le revenu effectif provenant de sous-location, justifié par un décompte. On entend par revenu effectif, le loyer encaissé diminué des charges (loyer versé et autres frais).

Sont à déclarer dans cette rubrique, les revenus provenant de la sous-location de biens immobiliers détenus en société immobilière (SI), respectivement en société immobilière d'actionnaires locataires (SIAL). Le produit de sous-location correspond au loyer encaissé moins le loyer exigé par la société immobilière.

16.20 Gains accessoires

Sont considérés comme tels tous les revenus provenant d'une activité lucrative accessoire tels que commission d'intermédiaire, indemnités pour activité exercée au sein d'une autorité publique, rétributions pour leçons privées, etc.

Les montants engagés à titre de frais professionnels inhérents à l'exercice occasionnel d'une activité lucrative accessoire sont admis en déduction.

Ces frais effectifs et justifiés doivent être mentionnés à la rubrique Déduction sur les gains accessoires,

au code 59.70, annexe **C4** pour l'ICC et au code 59.75, annexe **C4** pour l'IFD.

IFD uniquement

En lieu et place de la déduction des frais effectifs mentionnée ci-dessus, une déduction forfaitaire correspondant à **20%** des revenus nets, au minimum **CHF 800.-**, au maximum **CHF 2400.-** est admise.

Cette déduction forfaitaire n'est pas admise pour les revenus d'une activité lucrative exercée régulièrement comme profession accessoire (p.ex. une activité à 40%); dans ce cas, c'est la déduction prévue au code 31.20 (41.20) IFD qui est admise.

Si vous exercez une activité indépendante accessoire, veuillez compléter l'annexe **B** (voir page 30). Vous y joindrez un décompte des recettes et des dépenses.

Autres éléments de fortune

16.40 Numéraires, métaux précieux, autos, bateaux, etc.

ICC

3. Fortune

Contribuable

Conjoint

Enfant(s)

16.62 Autres éléments de fortune

Nature: Contribuable

Nature: Conjoint

Nature: Enfant(s)

Code commune

Succession non partagée, solde imposable

Si vous participez à une succession non partagée, veuillez compléter le formulaire spécial et reporter ici le montant que vous y aurez déterminé

16.50-1 Contribuable Conjoint Enfant(s)

16.50-2 Contribuable Conjoint Enfant(s)

16.00 Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 16.00 col. 1 et 2 et code 16.00 fortune

16.30 Subsidés de l'assurance-maladie

Il s'agit notamment ici de déclarer les subsides pour l'assurance-maladie. **Si vous percevez des subsides pour l'assurance-maladie, vous devez les déclarer en totalité. La prime totale est déduite dans les limites autorisées au code 52.21 de la déclaration (voir page 37).**

16.35 Allocation de logement

Il s'agit de déclarer ici les allocations de logement.

16.63 Allocations familiales

Vous devez indiquer ici les allocations familiales, qu'elle proviennent de votre employeur ou d'une caisse d'allocations familiales.

16.40 Numéraires, autres métaux précieux et autres éléments de fortune

Vous déclarez ici tous les éléments de fortune autres que ceux qui figurent déjà dans la déclaration, comme, notamment:

- monnaies en espèces, or et autres métaux précieux
- bijoux et argenterie lorsque leur valeur dépasse CHF 2000.-
- collections artistiques, si elles ne sont pas assimilables à des meubles meublants
- bateau(x), avion(s), auto(s), véhicules de collection, etc.

Ces éléments sont taxables à leur valeur vénale au 31.12 de l'année fiscale, sauf pour l'or, les monnaies en espèces et les métaux précieux qui le sont au taux des cours mentionnés sur la liste officielle éditée par l'administration fédérale des contributions.

16.50 Successions non partagées

Veuillez compléter le formulaire dédié aux successions non partagées et reporter, à cette rubrique, le solde imposable de cette succession. Vous pourrez l'obtenir sur notre site internet www.ge.ch/impots, auprès du service des titres, à la réception de l'Hôtel des finances et en bonus sur le CD-Rom GeTax.

Autres déductions 2013

Assurances

Exemple

Couple sans enfant

Si l'assurance-vie a été financée au moyen d'une prime unique, veuillez nous le signaler en joignant un justificatif de la société d'assurance-vie

Pour les primes d'assurance maladie, voir page 37

52.11-2	Nom de la société d'assurance Assurance xxx	Année de conclusion 1 9 9 5	Année d'échéance 2 0 1 5	
	Somme assurée 100'000.-	Civilité <input type="checkbox"/> Contribuable <input checked="" type="checkbox"/> Conjoint		1
16.70	Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 16.70 col. fortune			5 9 8 0 0 3 3 0 0
56.30	Intérêts échus de capitaux d'épargne Report de la récapitulation de l'état des titres, code 56.30			6 0 0
52.10	Sous-total IFD Total de tous les codes 52.11 + 56.30			3 9 0 0
52.15	Sous-total ICC Total de tous les codes 52.11 + 56.30, à concurrence du maximum admis pour ICC			3 3 2 6 2
Assurances maladie et accidents				
52.21	Assurance-maladie, cotisations limitées au maximum admis			
	Contribuable 5 4 0 0	Conjoint 6 1 2 0	Enfant(s)	
52.22	Assurance-accidents			
	Contribuable	Conjoint	Enfant(s)	
52.00	ICC Total des codes 52.15 + 52.21 + 52.22 A reporter sur la feuille récapitulative, code 52.00 col. 1			1 4 8 2 0
52.00	IFD Total des codes 52.10 + 52.21 + 52.22 A concurrence du maximum admis. A reporter sur la feuille récapitulative, code 52.00 col. 2			3 5 0 0 3

1 Valeur de rachat

Cette valeur vous est communiquée par votre société d'assurance. Elle doit être confirmée par un justificatif.

2 ICC

Les primes d'assurance-vie (52.11 colonne Revenu) sont additionnées aux intérêts échus de capitaux d'épargne (56.30) et reportées au sous-total ICC 52.15 dans les limites suivantes:

a) Célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait

CHF 2217.- Cette limite est portée au double pour les contribuables qui ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

b) Epoux/partenaires enregistrés vivant en ménage commun

CHF 3326.- (2 x CHF 1663.-) Cette limite est augmentée de moitié si l'un des deux époux/partenaires enregistrés ne verse pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A. Cette limite est portée au double si les deux époux/partenaires enregistrés ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

c) Pour chaque charge de famille

CHF 907.- Cette limite est augmentée de moitié si l'un des deux époux/partenaires enregistrés ne verse pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A. La limite pour charge de famille est portée au double si le contribuable seul et qui tient ménage indépendant ou les deux époux/partenaires enregistrés ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

Le montant du sous-total ICC 52.15 est additionné

aux montants totaux des codes 52.21 et 52.22 et leur somme reportée au code 52.00 ICC

3 IFD

Les primes d'assurance-vie (52.11 colonne Revenu) sont additionnées aux intérêts échus de capitaux d'épargne (56.30) et reportées au sous-total 52.10, sans limitation.

Ce sous-total (52.10) est additionné aux primes d'assurance maladie et accidents et le total obtenu est reporté au code 52.00 IFD dans les limites suivantes:

a) Célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait

CHF 1700.- Cette limite est augmentée de moitié pour les contribuables qui ne versent pas de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

b) Epoux/partenaires enregistrés vivant en ménage commun

CHF 3500.- Cette limite est augmentée de moitié si aucun des époux/partenaires enregistrés ne versent de cotisations à un 2ème ou 3ème pilier A.

c) Pour chaque charge de famille

CHF 700.-

Sont considérés comme intérêts échus de capitaux d'épargne notamment les rendements de comptes d'épargne ou de dépôt et des obligations ou bons de caisse, qu'ils soient suisses ou étrangers (voir pages 14 et 16).

Assurance-maladie et accidents / Rentes viagères payées

52.21

Déductions des primes d'assurance-maladie

Indiquez les primes d'assurance-maladie (obligatoires et complémentaires) que vous avez payées en 2013 pour vous, votre conjoint et les enfants qui sont fiscalement à votre charge.

La déduction des primes d'assurance-maladie (obligatoires et complémentaires) est limitée au double de la prime moyenne cantonale, par tranche d'âge. Le tableau ci-dessous vous indique la déduction maximale pour l'année 2013.

Tranche d'âge	Déduction maximale
0 à 18 ans	105.- x 12 x 2 = 2520.-
19 à 25 ans	436.- x 12 x 2 = 10 464.-
dès 26 ans	470.- x 12 x 2 = 11 280.-

Les personnes qui perçoivent un subsidé d'assurance-maladie le déclarent au point 16.30 et font valoir ici la déduction de la prime payée, dans les limites ci-dessus.

52.22

Déductions des primes d'assurance-accidents

Indiquez les primes d'assurance-accidents privée que vous avez payées en 2013 pour vous, votre conjoint et les enfants qui sont fiscalement à votre charge.

Peuvent aussi être déduites ici les autres primes d'assurance pour perte de gain, notamment celles en cas de maladie, et qui ne figurent pas au point 9 du certificat de salaire.

Ne sont pas déductibles ici:

- les primes d'assurances accident des véhicules privés
- les primes d'assurance de chose (assurance ménage notamment)

54.10

Rentes viagères payées

Les rentes viagères, dûment enregistrées, que vous avez versées en contrepartie d'un capital ou d'une acquisition sont admises en déduction sur le revenu à raison de 40%. Le solde (60%) est réputé correspondre à la restitution du capital.

Nous vous prions d'indiquer avec précision les nom, prénom, domicile, date de naissance et N° de contribuable (si domicilié à Genève) du bénéficiaire. Vous voudrez bien signaler, en cochant la case **Contribuable** et/ou **Conjoint**, qui est le débiteur de la rente viagère. Il est important de mentionner séparément les montants versés à chacun des ayants-droit.

Veillez également joindre les justificatifs des versements effectués en 2013 ainsi qu'une copie du contrat viager, si celui-ci a été conclu en 2013.

Pensions, contributions d'entretien versées / Frais liés à un handicap

Le document est une page de formulaire intitulée 'Autres déductions 2013' de la commune de Genève. La section visible est 'Assurances-vie et vieillesse'. Elle contient plusieurs sous-sections avec des champs à remplir et des cases à cocher. Les sous-sections sont : 'Assurances-vie et vieillesse' (avec des champs pour les cotisations et les prestations), 'Assurances maladie et accidents' (avec des champs pour les cotisations et les prestations), et 'Rentes viagères payées' (avec des champs pour le montant et la date de début). Le formulaire est structuré avec des numéros de lignes (53.10, 53.20, 53.30) et des colonnes pour les montants et les cotisations.

53.10 Pensions, contributions d'entretien versées

Vous pouvez déduire, en totalité, la pension alimentaire et les contributions d'entretien que vous versez :

- à votre ex-conjoint, pour lui-même et pour les enfants mineurs dont il a la garde
- à l'autre parent, pour vos enfants mineurs nés hors mariage et dont il a la garde.

Nous vous prions d'indiquer, avec précision, les nom, prénom, domicile, date de naissance, N° de contribuable du bénéficiaire (si domicilié à Genève) et la date de l'obligation de versement. Vous voudrez bien signaler, en cochant la case **Contribuable** et/ou **Conjoint**, qui est le débiteur de la pension alimentaire. Il est important de mentionner séparément les montants versés à chacun des ayants-droit.

Veuillez également joindre les justificatifs des versements effectués en 2013 ainsi qu'une copie du jugement de divorce, de l'acte de séparation ou de la convention, si ceux-ci ont été rendus ou établis en 2013.

Les prestations versées en exécution d'une obligation d'entretien ou d'assistance, fondée sur le droit de la famille, ne peuvent pas être déduites. Nous vous rappelons que les pensions versées en faveur des enfants majeurs ne sont déductibles que prorata temporis jusqu'au mois de la majorité de l'enfant (voir page 32).

33.20 Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle

Cette déduction est accordée aux contribuables :

- dont la 1^{ère} prestation a commencé à courir ou était exigible avant le 1^{er} janvier 1987
- dont la prestation reposait sur un rapport de prévoyance existant déjà au 31 décembre 1986 et qui a commencé à courir ou devenait exigible avant le 1^{er} janvier 2002

La déduction s'élève à :

ICC et IFD

- 20% de la rente perçue si les cotisations versées par le contribuable composent au moins 20% des prestations
- aucune déduction n'est accordée dans les autres cas

IFD uniquement

- 40% de la rente perçue si les cotisations versées par le contribuable composent le total de la prestation

Pour les prestations qui commencent à courir dès le 1^{er} janvier 2002, aucune déduction n'est admise.

59.40 Frais liés à un handicap

Vous pouvez déduire les frais que vous avez dû encourir, en 2013, pour vous ou pour une personne handicapée à l'entretien de laquelle vous subvenez.

Frais de garde des enfants / Déduction pour conjoints IFD

Autres déductions		ICC	IFD
		1. Revenu	2. Revenu
59.40 Frais liés au handicap Nature:			
Contribuable	Conjoint		
Enfant(s)			
59.10 Frais de garde effectifs			
59.20 Déduction pour couples / partenaires			
59.60 Cotisations AVS des personnes sans activité lucrative			
Contribuable	Conjoint		
59.70 Déductions sur les gains accessoires ICC			
Contribuable	Conjoint		

Sont considérées, notamment, comme personnes handicapées:

- les allocataires des prestations de l'assurance invalidité (LAI)
- les bénéficiaires de l'allocation pour impotent (LAVS, LAA, LAM)
- les bénéficiaires de moyens auxiliaires (LAVS, LAA, LAM) ainsi que toute personne dont la déficience corporelle, mentale ou psychique présumée durable l'empêche d'accomplir les actes de la vie quotidienne, d'entretenir des contacts sociaux, de se mouvoir, de suivre une formation, de se perfectionner ou d'exercer une activité professionnelle ou la gêne dans l'accomplissement de ces activités.

Par frais effectifs liés à un handicap, il faut entendre, entre autres:

- les frais d'assistance
- les frais d'aide-ménagère et garde d'enfants
- les frais de transport et de véhicule
- les frais de chien d'aveugle
- les frais d'aménagement du logement

La part qui reste à charge du contribuable après la prise en charge de ces frais par une assurance ou une institution sociale est entièrement déductible.

A la place des frais qu'elles ont effectivement supportés, les personnes handicapées peuvent prétendre à une déduction forfaitaire annuelle, lorsqu'elles sont bénéficiaires d'une allocation pour:

- impotence faible, d'un montant de **CHF 2500.-**
- impotence moyenne, d'un montant de **CHF 5000.-**
- impotence grave, d'un montant de **CHF 7500.-**

Les personnes sourdes et celles souffrant d'insuffisance rénale nécessitant une dialyse peuvent prétendre à une déduction forfaitaire annuelle de CHF 2500.- Les frais d'entretien courants ainsi que les dépenses engagées par simple souci de confort personnel ou qui sont excessivement élevées ne peuvent être considérés comme des frais déductibles.

Enfin, la circulaire fédérale N° 11 "Déductibilité des frais de maladie et d'accident et des frais liés à un handicap" vous renseignera plus amplement; elle est à votre disposition à la réception de l'Hôtel des finances et sur le site internet de l'administration fédérale des contributions www.estv.admin.ch

59.10 Frais de garde des enfants

Veillez vous reporter à la page 49 du présent guide.

59.20 Déduction pour conjoints IFD

Les conjoints vivant en ménage commun peuvent déduire **CHF 2600.-**

L'annexe D doit être remplie si vous possédez des immeubles en propriété ou en usufruit (bâtiments, terrains, etc.) sis à Genève, en Suisse ou à l'étranger.

Nouvelles constructions dans le canton

Tout propriétaire qui fait construire un bâtiment nouveau ou qui, par des **travaux quelconques**, augmente la valeur d'un bâtiment ou d'une propriété, est tenu de faire au département, dans les 12 mois qui suivent l'achèvement de la construction ou des travaux, une déclaration indiquant la nature, l'importance et la valeur des modifications ou des nouvelles constructions. Le coût de ces constructions et travaux est intégré à la valeur fiscale. Vous pouvez prendre contact avec le service immobilier afin d'obtenir le formulaire de déclaration des nouvelles constructions.

15.10 Immeubles occupés par le propriétaire

1 Code lieu

Indiquez le code commune, canton ou pays (voir p. 62).

2 Commune cadastrale / numéro de parcelle

Indiquez le numéro de la commune cadastrale (voir p. 62) ainsi que le numéro de la parcelle. Ces informations figurent sur l'avis de taxation immobilier accompagnant votre bordereau 2012. A défaut, ces informations figurent dans votre contrat d'achat (acte notarié) ou sont disponibles auprès du registre foncier (<http://etat.geneve.ch/extraitfoncier>).

3 Situation

Indiquez le nom de la rue et le numéro ou le nom de la commune. Pour les immeubles situés hors canton ou à l'étranger, veuillez indiquer le nom du canton ou du pays.

4 Part contribuable / conjoint

Indiquez le pourcentage de la part de propriété du contribuable et du conjoint. La somme doit être égale à 100%.

5 Occupé dès le

Indiquez la date où vous avez débuté l'occupation de votre immeuble.

6 Capital selon estimation fiscale

Le capital selon estimation fiscale correspond généralement au prix d'achat, à la valeur de donation, au coût des travaux de construction et d'agrandissement, etc. Vous pouvez prendre contact avec le service immobilier (liste des contacts en page 61) si vous ne connaissez pas le capital selon estimation fiscale de votre immeuble sis dans le canton de Genève.

7 Abattement

L'abattement est déterminé en fonction de la durée d'occupation. Chaque année, un abattement de 4% est accordé par année d'occupation continue par le même propriétaire ou usufruitier, jusqu'à concurrence de **40% au maximum**.

8 FC (fortune commerciale) et valeur comptable

Si votre immeuble fait partie de votre fortune commerciale (personne ayant une activité lucrative indépendante), cochez cette case et indiquez sa valeur comptable. A l'exception du point N°9 (exonération), il n'est pas nécessaire que vous remplissiez les points suivants, car aussi bien les revenus que les charges de votre immeuble figurent déjà dans votre compte de pertes et profits.

Immeubles 2013

Immeubles occupés par le propriétaire

Exemple

6 Capital selon estimation fiscale 1 400 000.-

7 Abattement

Villa occupée de 1998 à 2013, soit 16 ans:

$16 \times 4\% = 64\%$, mais au maximum **40%**.

10 Capital après abattement

$1\,400\,000.- \times 40\% = 560\,000.-$
 $1\,400\,000.- \text{ moins } 560\,000.-$
= 840 000.-

11 IFD – Valeur locative brute

Valeur locative brute selon questionnaire = 28 616.-
Indexation:
de 2013 à 2016: 111,1%
Valeur locative indexée =
 $28\,616.- \times 111,1\% = \mathbf{31\,792.-}$

9 Exonération

Si vous bénéficiez d'une exonération selon les articles 24 et 24A LGL (immeubles HLM, HBM, HM) ou 78 LCP (immeubles qui respectent un standard de haute ou de très haute performance énergétique), cochez la case correspondante et indiquez le pourcentage d'exonération du revenu et de la fortune (immeubles HLM, HBM et HM uniquement) et de l'IIC.

10 Capital après abattement

Le capital après abattement correspond au capital selon estimation fiscale (chiffre 6) diminué de l'abattement (chiffre 7).

11 IFD – Valeur locative brute

La valeur locative représente un revenu en nature pour la jouissance de tout ou partie d'un immeuble.

Elle correspond à la somme que le propriétaire devrait verser pour louer un bien de même nature ou encore au montant qu'il pourrait obtenir en louant son immeuble à un tiers.

La valeur locative des immeubles occupés par leur propriétaire, prévue par les dispositions légales, est déterminée au moyen du questionnaire prévu à cet effet.

Immeubles occupés par le propriétaire									
15.10-1	1	2	3						
Code lieu	Commune cadastrale/Numéro de parcelle		Situation (adresse exacte)						
6 6 0 8	0 8	1 2 3 4 5 6 7	C A R O U G E						
4	5	6	7						
Part contribuable	Part conjoint	Occupé dès le	Capital selon estimation fiscale	Abattement					
5 0 %	5 0 %	0 3 0 2 1 9 9 8	1 4 0 0 0 0 0	4 0 %					
8	9		10						
FC ¹	Valeur comptable	Exonération		Revenu et fortune	Exonération IIC				
		<input type="checkbox"/> Art 24A et 24 L.G. <input type="checkbox"/> Art 78 LCP							
Réduction de la valeur locative après application du taux d'effort (guide p.55)									

ICC	IFD
2. Fortune	3. Revenu
Capital après abattement	Valeur locative brute
8 4 0 0 0 0	3 1 7 9 2

La valeur locative de base selon la surface habitable du questionnaire précité (base 100 déterminée lors de la période fiscale 2007) a été indexée de 111.1% dès la période fiscale 2013.

La majorité des contribuables occupant leur bien immobilier ont reçu une information de notre administration à ce sujet en janvier 2014. Cette information indique notamment la nouvelle valeur locative à reporter dès la période fiscale 2013.

Immeubles situés hors du canton de Genève mais en Suisse

Vous trouverez la valeur locative de votre immeuble sur l'avis de taxation du canton concerné. Veuillez joindre une copie de ce document à votre déclaration.

Immeubles situés hors de Suisse

Veuillez indiquer la valeur locative déterminée par les autorités fiscales du pays de situation et joindre les justificatifs.

Immeubles occupés par le propriétaire

Exemples

12 Frais d'entretien

Les factures, datées de 2013, s'élèvent à 4100.- au total. La villa a été construite en 1998 (âge de plus de 10 ans)

IFD Frais effectifs = 4100.-

Forfait = 31 792.- x 20%
= **6358.-**

ICC Frais effectifs = **4100.-**

Forfait = 19 075.- x 20%
= 3815.-

13 ICC – Valeur locative après abattement

Valeur locative brute
moins abattement de 40%
31 792.- moins 12 717.-
= **19 075.-**

n (adresse exacte)		ICC		IFD		ICC	
Capital selon estimation fiscale		2. Fortune		3. Revenu		1. Revenu	
Abattement		Capital après abattement		Valeur locative brute		Valeur locative après abattement	
1400000		840000		31792		19075	
40%				Charges et frais d'entretien		Charges et frais d'entretien	
				6358		4100	
Revenu et fortune							
Exonération ICC							
						14	
t (guide p.55)							

12 Frais d'entretien ICC et IFD

Vous pouvez choisir, pour chaque immeuble, entre le forfait selon l'âge du bâtiment et les frais d'entretien effectifs.

Forfait

Le forfait est calculé en pourcent de la valeur locative brute (IFD – chiffre 11) et de la valeur locative après abattement (ICC – chiffre 13):

Âge du bâtiment

au 1er janvier 2013: **ICC et IFD**

- inférieur ou égal à 10 ans **10%**
- supérieur à 10 ans **20%**

Frais d'entretien effectifs

Les frais d'entretien effectifs déductibles comprennent:

- les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement
- les frais d'entretien, soit:
 - les réparations et les rénovations qui n'entraînent pas une augmentation de la valeur de l'immeuble
 - les versements à un fonds de réparation ou de rénovation de propriétés par étages, destinés à ne couvrir que les frais d'entretien d'installations communes
 - les frais d'exploitation
- les primes d'assurances
- les frais d'administration par des tiers
- l'impôt immobilier complémentaire

Les frais d'entretien **non déductibles** comprennent pour leur part:

- les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'éléments de la fortune
- les autres frais non déductibles, notamment:
 - les contributions uniques, auxquelles est soumis le propriétaire, pour les routes, trottoirs, berges, canalisations et conduites, etc.
 - les frais de chauffage du bâtiment, l'eau courante et le télé-réseau
 - les impôts

Pour de plus amples informations, vous pouvez vous référer à notre information N° 1/2011 ainsi qu'à notre notice N° 1/2011 "Déductibilité des frais d'entretien des immeubles privés". Nous vous rappelons que les **justificatifs des frais d'entretien effectifs ne doivent pas être joints à votre déclaration** (uniquement sur demande). Vous avez toutefois la possibilité de nous transmettre un décompte détaillé de vos frais en remplissant un formulaire prévu à cet effet. Ces documents sont disponibles sur internet www.ge.ch/impots.

13 ICC – Valeur locative après abattement

Reprise de la valeur locative brute IFD (chiffre 11) diminuée de l'abattement (chiffre 7).

14 Réduction de la valeur locative après application du taux d'effort (voir page 55)

Immeubles locatifs ou loués

Exemples

Immeuble locatif

Etat des loyers (Etat locatif):

100 000.-

Immeuble de plus de 20 ans,

Taux de capitalisation = 5.47%

Etat des loyers capitalisés =

100 000.- / 5.47% = **1 828 154.-**

Immeuble loué

Prix d'achat = CHF 2 100 000.-

Capital selon estimation:

CHF 2 100 000.-

5 Etat des loyers capitalisés ou capital selon estimation fiscale

Etat des loyers capitalisés

Pour les immeubles locatifs, indiquez l'état des loyers capitalisés en utilisant le taux de capitalisation correspondant (chiffre 4 page 43).

Capital selon estimation fiscale

Indiquez le capital selon l'estimation fiscale pour les autres immeubles loués, notamment les immeubles servant exclusivement et directement à l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie, les terrains improductifs, les villas et les immeubles en copropriété par étage, estimés en tenant compte des critères indiqués à la page 40.

Nouvelles constructions

Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 40 pour les immeubles occupés.

6 Loyers encaissés

Indiquez les loyers encaissés durant l'année 2013, aussi bien pour les immeubles locatifs que pour les immeubles loués.

7 Frais d'entretien ICC et IFD

Vous pouvez choisir, pour chaque immeuble, entre le forfait selon l'âge du bâtiment et les frais d'entretien effectifs.

Forfait

Le forfait est calculé en pourcent des loyers encaissés (IFD – chiffre 6):

Âge du bâtiment

au 1er janvier 2013:	IFD
• inférieur ou égal à 10 ans	10%
• supérieur à 10 ans	20%

Aucun forfait n'est applicable pour l'ICC.

Frais d'entretien effectifs

Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 42 pour les immeubles occupés.

15.30

Immeubles commerciaux, industriels

Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 43 pour les immeubles locatifs ou loués.

Veillez noter néanmoins que la déduction forfaitaire pour frais d'entretien n'entre pas en ligne de compte pour les immeubles utilisés par des tiers à des fins commerciales.

15.40
Immeubles épargne logement, PPE-HLM (arrêté du Conseil d'Etat d'avant 2001)

Cette rubrique se complète exactement comme sous le chiffre 15.10, cependant elle doit être remplie uniquement pour la partie exonérée. Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 40 pour les immeubles occupés.

PPE

Les subventions perçues doivent être reportées au code 15.43, annexe **D2**. La part non exonérée de cette subvention est à déclarer au code 15.13, annexe **D1**.

15.50
Immeubles HLM (arrêté du Conseil d'Etat d'avant 2001)

Cette rubrique se complète exactement comme sous le chiffre 15.20, cependant elle doit être remplie uniquement pour la partie exonérée. Vous pouvez vous référer aux commentaires faits à la page 43 pour les immeubles locatifs ou loués.

HLM

Les subventions doivent être intégrées dans l'état des loyers et les loyers encaissés. La part non exonérée de cette subvention est à déclarer avec les loyers encaissés non exonérés (15.20)
Pour l'IFD, les subventions sont imposables en totalité.

Subvention chèque bâtiment énergie

Les subventions accordées dans le cadre du chèque bâtiment énergie constituent des revenus pleinement imposables.

Les subventions perçues doivent être reportées au code 15.13 pour les immeubles occupés ou intégrées dans les loyers encaissés pour les immeubles loués.

Impôt immobilier complémentaire (IIC)

L'impôt immobilier complémentaire est prélevé annuellement sur les immeubles sis dans le canton de Genève.

Cet impôt s'élève à **1%** de l'estimation fiscale, sans appliquer l'abattement de **4%** par année d'occupation continue et sans défalcation d'aucune dette.

L'impôt immobilier complémentaire est calculé sur la valeur de l'immeuble au 31 décembre de l'année fiscale, soit au 31 décembre 2013. C'est le contribuable propriétaire du bien à cette date qui en est redevable.

Cet impôt fait partie des frais d'entretien déductibles (voir page 42).

Intérêts et dettes 2013

Intérêts de dettes privées

Les intérêts des dettes échus durant l'année 2013 sont déductibles à concurrence du rendement brut de la fortune augmenté de **CHF 50 000.-**.

Dans le calcul du rendement brut de la fortune, les rendements de participations détenues dans la fortune privée et qualifiant pour un imposition réduite (voir page 19) sont considérés à hauteur de 60%.

Intérêts des dettes commerciales

Les intérêts liés aux dettes commerciales sont déductibles sans limitation.

Il en va de même des intérêts versés pour le financement des participations d'au moins **20%** au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où cette participation a été déclarée comme faisant partie du patrimoine commercial au moment de son acquisition.

Non déductibles

- les intérêts de dettes sur des crédits de construction (ou utilisés comme tels)
- les intérêts passifs échus, compris dans les échéances d'un contrat privé de leasing
- les sommes affectées au remboursement des dettes

Dettes chirographaires et hypothécaires

Les dettes chirographaires et hypothécaires justifiées par titre, extrait de registre, quittance, déclaration du créancier peuvent être déduites de la fortune brute.

Revenu			Régime	
	CC	FC	CC	FC
98.10	Revenu total de l'activité indépendante	Code Rubrique A		
98.11	Revenu total de l'activité salariée	Code Rubrique A		
98.12	Revenu de l'activité indépendante	B, M, M, L		
98.13	Revenu de l'activité salariée	C		
98.14	Revenu total d'appointements	F		
98.15	Revenu total d'appointements	D		
98.16	Revenu total d'appointements	C		
98.17	Revenu total d'appointements	C		
98.18	Revenu total d'appointements	C		

Déductions			Régime	
	CC	FC	CC	FC
98.19	Revenu total des autres revenus de la fortune	Code Rubrique A		
98.20	Déduction pour la fortune immobilière	Code Rubrique A		
98.21	Déduction pour la fortune mobilière	Code Rubrique A		
98.22	Déduction pour la fortune immobilière	B, M, L		
98.23	Déduction pour la fortune mobilière	F		
98.24	Déduction pour la fortune immobilière	D		
98.25	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.26	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.27	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.28	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.29	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.30	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.31	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.32	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.33	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.34	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.35	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.36	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.37	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.38	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.39	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.40	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.41	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.42	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.43	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.44	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.45	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.46	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.47	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.48	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.49	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.50	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.51	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.52	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.53	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.54	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.55	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.56	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.57	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.58	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.59	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.60	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.61	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.62	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.63	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.64	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.65	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.66	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.67	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.68	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.69	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.70	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.71	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.72	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.73	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.74	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.75	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.76	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.77	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.78	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.79	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.80	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.81	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.82	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.83	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.84	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.85	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.86	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.87	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.88	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.89	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.90	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.91	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.92	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.93	Déduction pour la fortune mobilière	C		
98.94	Déduction pour la fortune immobilière	C		
98.95	Déduction pour la fortune mobilière	C		

Fortune			Régime	
	CC	FC	CC	FC
98.96	Revenu total de la fortune immobilière	B, M, M, L		
98.97	Revenu total de la fortune mobilière	F		
98.98	Revenu total de la fortune immobilière	D		
98.99	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.00	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.01	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.02	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.03	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.04	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.05	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.06	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.07	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.08	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.09	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.10	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.11	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.12	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.13	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.14	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.15	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.16	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.17	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.18	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.19	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.20	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.21	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.22	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.23	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.24	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.25	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.26	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.27	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.28	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.29	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.30	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.31	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.32	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.33	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.34	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.35	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.36	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.37	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.38	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.39	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.40	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.41	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.42	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.43	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.44	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.45	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.46	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.47	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.48	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.49	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.50	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.51	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.52	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.53	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.54	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.55	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.56	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.57	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.58	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.59	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.60	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.61	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.62	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.63	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.64	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.65	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.66	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.67	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.68	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.69	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.70	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.71	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.72	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.73	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.74	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.75	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.76	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.77	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.78	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.79	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.80	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.81	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.82	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.83	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.84	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.85	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.86	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.87	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.88	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.89	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.90	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.91	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.92	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.93	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.94	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.95	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.96	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.97	Revenu total de la fortune mobilière	C		
99.98	Revenu total de la fortune immobilière	C		
99.99	Revenu total de la fortune mobilière	C		
100.00	Revenu total de la fortune immobilière	C		

Les pages de récapitulation contiennent un bon nombre de rubriques où il ne s'agit que de reporter les totaux déjà effectués sur les annexes: A, B, C, D, E et F

Elles contiennent cependant aussi des rubriques relatives à des déductions supplémentaires que vous pouvez faire valoir et pour lesquelles vous trouverez des explications dans les pages qui suivent.

98.10 à 98.95
Revenus divers ne servant pas à la taxation
 Hormis le fait que ces revenus sont exonérés d'impôt, ils peuvent servir à la détermination de la (des) charge(s) de famille et à l'application des lois sociales.

Doivent notamment être déclarés dans ces rubriques les prestations complémentaires du SPC, les allocations d'études, les bourses, les pensions alimentaires perçues par l'enfant majeur, les allocations pour impotents, les secours versés par une institution de bienfaisance, etc.

Pour les éléments déclarés aux codes 98.10, 98.20, 98.60, 98.70, 98.80, 98.95 veuillez joindre un justificatif.

Pour connaître la manière de déclarer les pensions alimentaires des enfants majeurs, veuillez vous référer à la page 32 du guide.

Frais et dépenses non déductibles
 Ne peuvent pas être déduits les autres frais et dépenses, en particulier:

- les frais d'entretien du contribuable et de sa famille, y compris les loyers du logement et les dépenses privées résultant de sa situation professionnelle
- les frais de formation professionnelle
- les sommes affectées au remboursement des dettes
- les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'éléments de fortune, y compris les intérêts sur crédit de construction
- les impôts de la Confédération, des cantons et des communes sur le revenu, sur les gains immobiliers et sur la fortune
- les commissions non justifiées nominativement, qui ne sont pas conformes à l'usage commercial, ainsi que les intérêts de dettes chirographaires non justifiés
- les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers

Récapitulation 2013

Fortune

ICC

61.20 Charges de famille IFD
61.25 Charges de famille ICC

61.30 Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS/AI

95.00 Revenu net total Le cas échéant, revenu net pour le taux

Déductions

51.50 Déduction sociale sur la fortune

95.00 Fortune nette totale Le cas échéant, fortune nette pour le taux

97.00 Part proportionnelle de la fortune non-imposable

99.00 Fortune imposable

74.00	Versements aux partis politiques	Contribuable	Conjoint		
61.20	Charges de famille IFD				
61.25	Charges de famille ICC				
61.30	Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS/AI				
95.00	Revenu net total Le cas échéant, revenu net pour le taux				

51.50	Déduction sociale sur la fortune				
95.00	Fortune nette totale Le cas échéant, fortune nette pour le taux				
97.00	Part proportionnelle de la fortune non-imposable				
99.00	Fortune imposable				

74.00 Versements aux partis politiques – ICC

Les cotisations et les versements en faveur d'un parti politique peuvent être déduits à concurrence d'un montant de 10 000 francs si l'une des conditions suivantes est remplie:

ICC

- être inscrit au registre des partis conformément à l'art. 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques
- être représenté au Grand Conseil
- avoir obtenu au moins 3% des voix lors de la dernière élection au Grand Conseil

Versements aux partis politiques – IFD

Les cotisations et les versements en faveur d'un parti politique peuvent être déduits à concurrence d'un montant de 10 100 francs si l'une des conditions suivantes est remplie:

IFD

- être inscrit au registre des partis conformément à l'art. 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques
- être représenté dans un parlement cantonal
- avoir obtenu au moins 3% des voix lors des dernières élections au parlement d'un canton

51.50

Déduction sociale sur la fortune ICC Fortune

De l'ensemble de la fortune brute déclarée, vous pouvez faire valoir une déduction sociale sur la fortune dans les limites suivantes:

- célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait **CHF 82 839.-**
- célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps ou de fait et qui tient ménage indépendant avec son (ses) enfant(s) mineur(s) **CHF 165 678.-**
- époux / partenaires enregistrés vivant en ménage commun **CHF 165 678.-**
- pour chaque charge de famille (enfants mineurs ou majeurs et autres charges) les limites ci-dessus sont augmentées de **CHF 41 420.-**, la fortune personnelle de l'étudiant ou de l'apprenti majeur est cependant soustraite de cette somme de **CHF 41 420.-**

51.60

Déduction sur la fortune commerciale investie

Une déduction sociale est accordée sur la fortune commerciale de l'exploitant (activité indépendante). Cette déduction correspond à la moitié des éléments de fortune investis dans l'exploitation commerciale, artisanale ou industrielle du contribuable, au prorata de sa participation, mais au maximum **CHF 503 887.-**

Déduction pour charges de famille

Déduction pour bénéficiaire de rentes AVS / AI

Revenu déterminant entre et		Déduction	
F	F	simple (1 rentier)	majorée (2 rentiers)
0	57 947	10 078	11 589
57 548	65 707	8062	9272
65 708	74 172	6047	6954
74 173	82 839	4031	4636
82 840	92 715	2016	2318

Revenu déterminant entre et		Déduction
0	50 389	10 078
50 390	57 141	8062
57 142	64 498	6047
64 499	72 056	4031
72 057	80 622	2016

Déduction pour charges de famille

61.25 – ICC

Sont déduits du revenu net annuel:

- pour chaque charge de famille **CHF 10 078.-**
- pour chaque demi-charge **CHF 5039.-**

Les conditions pour l'octroi des charges de familles sont fixées au chapitre **Charges de famille, page 11**.

Nonobstant ces conditions, lorsqu'une personne est à charge de plusieurs contribuables, la déduction pour charge de famille est répartie entre ceux-ci.

61.20

IFD Déduction pour charges de famille

Sont déduits du revenu net:

- **CHF 6500.-** pour chaque enfant mineur dont le contribuable assure l'entretien. Les parents vivant séparément et qui pratiquent la garde alternée peuvent demander chacun la moitié de la déduction à condition qu'ils ne demandent pas de déduction pour les contributions d'entretien en faveur de l'enfant
- **CHF 6500.-** pour chaque enfant majeur faisant un apprentissage ou des études dont le contribuable assure l'entretien
- **CHF 6500.-** pour chaque personnes totalement ou partiellement incapable d'exercer une activité lucrative, à l'entretien de laquelle le contribuable pourvoit. Pour faire valoir la déduction de CHF 6500.- son aide doit au moins atteindre ce montant, faute de quoi elle est refusée. Cette déduction n'est pas accordée pour l'épouse, ni pour les enfants pour lesquels la déduction ci-dessus est demandée.

61.30

ICC Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS / AI

Les époux vivant en ménage commun, dont le revenu n'excède pas CHF 92 715.- et dont l'un d'eux remplit les conditions exigées pour recevoir une rente AVS ou AI ont droit à la déduction d'un montant maximal de CHF 10 078.-. Si les deux époux remplissent les conditions précitées, la déduction s'élève à CHF 11 589.-. La déduction décroît compte tenu des revenus déterminés au point 92.40 de la déclaration et selon le tableau 1 ci-dessus.

La même déduction est octroyée aux contribuables célibataires, veufs, divorcés, séparés de corps ou de fait qui remplissent les conditions exigées pour recevoir une rente AVS ou AI et qui font ménage commun avec leurs enfants mineurs ou majeurs ou un proche qui constituent des charges de famille et dont ils assurent pour l'essentiel l'entretien.

Les autres contribuables, dont le revenu n'excède pas CHF 80 622.- et qui remplissent les conditions exigées pour recevoir une rente AVS ou AI, ont droit à la déduction d'un montant maximal de CHF 10 078.-. La déduction décroît compte tenu des revenus déterminés au point 92.40 de la déclaration et selon le tableau 2 ci-dessus.

Impôt sur le revenu, barèmes et calculs 2013

Revenu déterminant		Taux de la tranche %	Impôt max. de la tranche CHF	Impôt total (cumul des tranches) CHF
entre	et			
1	17 629	0.00	0.00	0.00
17 630	21 240	8.00	288.90	288.90
21 241	23 364	9.00	191.15	480.05
23 365	25 488	10.00	212.40	692.45
25 489	27 612	11.00	233.65	926.10
27 613	32 922	12.00	637.20	1563.30
32 923	37 170 ¹	13.00	552.25	2115.55 ²
37 171	41 419	14.00	594.85	2710.40
41 420	45 666 ⁵	14.50	615.80	3326.20 ³
45 667	73 278	15.00 ⁴	4141.80	7468.00
73 279	120 007	15.50	7243.00	14 711.00
120 008	161 424	16.00	6626.70	21 337.70
161 425	182 665	16.50	3504.75	24 842.45
182 666	261 253	17.00	13 359.95	38 202.40
261 254	278 246	17.50	2973.80	41 176.20
278 247	391 880	18.00	20 454.10	61 630.30
391 881	613 838	18.50	41 062.25	102 692.55
plus de	613 838	19.00		

Taux de l'impôt

Pour les personnes seules, l'impôt de base dû pour une année fiscale est calculé, par tranche, selon le barème ci-dessus. Pour les époux vivant en ménage commun et les personnes seules avec des charges de famille dont elles assurent pour l'essentiel l'entretien, le taux appliqué à leur revenu imposable est celui qui correspond à 50% de ce dernier.

Exemple 1 (le revenu correspond à une tranche)

Un contribuable célibataire est imposé sur un revenu net de CHF 37 170.-¹

- **impôt de base = CHF 2115.55²**

Exemple 2 (le revenu se situe entre deux tranches)

Un contribuable célibataire est imposé sur un revenu net de CHF 50 000.-

- prendre le revenu de la tranche qui précède (45 666.-) pour déterminer l'impôt jusqu'à ce montant (voir colonne Impôt total) = CHF 3326.20³
- définir la différence de revenu entre 50 000.- et le revenu déjà calculé au point 1 (50 000.- moins 45 666.- = CHF 4334.-)
- appliquer à cette différence le taux de la tranche immédiatement supérieure, c'est à dire 15%⁴
- calculer l'impôt sur cette différence (4334.- x 15%) = CHF 650.10
- additionner 650.10 à l'impôt déterminé au point 1 pour obtenir l'impôt de base = 650.10 + 3326.20.- = CHF 3976.30

Exemple 3

Un couple marié est imposé sur un revenu net de CHF 91 332.-

- le taux applicable correspond à 50% de ce dernier, soit CHF 45 666.-⁵
- **impôt correspondant à 45 666.- = CHF 3326.20.-³**
- **impôt de base = 3326.20.- à multiplier par 2 = CHF 6652.40**

Dans tous les cas ci-dessus, il convient, à l'impôt de base ainsi déterminé:

- de rajouter les centimes additionnels cantonaux à hauteur de 47.5%
- de soustraire au total ainsi obtenu la diminution d'impôt de 12%
- d'ajouter le centime additionnel cantonal supplémentaire pour le financement de l'aide à domicile (1% de l'impôt de base)
- d'ajouter les centimes additionnels communaux (calculés sur l'impôt de base)

Si vous souhaitez effectuer des simulations ou des calculs d'impôts, notre site internet vous propose une calculatrice à l'adresse suivante:

<http://ge.ch/impots/calculatrice>

IFD

Le site de l'administration fédérale des contributions (www.estv.admin.ch) vous donnera toutes les informations concernant les barèmes d'impôt.

Impôt sur la fortune 2013 / Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune

Impôt de base sur la fortune

Tranches		Taux de la tranche	Impôt max. de la tranche	Impôt total
entre	et	%	CHF	CHF
1	111 922	1.75	195.85	195.85
111 923	223 844	2.25	251.80	447.65
223 845	335 766 ¹	2.75	307.80	755.45 ¹
335 767	447 688	3.00	335.75	1091.20
447 689	671 533	3.25	727.50	1818.70
671 534	895 376	3.50	783.45	2602.15
895 377	1 119 220	3.75	839.40	3441.55
1 119 221	1 343 064	4.00	895.40	4336.95
1 343 065	1 678 830	4.25	1427.00	5763.95
plus de	1 678 830	4.50		

Impôt supplémentaire sur la fortune

Tranches		Taux de la tranche	Impôt max. de la tranche	Impôt total
entre	et	%	CHF	CHF
1	111 922	0.0000	0.00	0.00
111 923	223 844	0.1125	12.60	12.60
223 845	335 766 ²	0.1375	15.40	28.00 ²
335 767	447 688	0.3000	33.60	61.60
447 689	671 533	0.3250	72.75	134.35
671 534	895 376	0.5250	117.50	251.85
895 377	1 119 220	0.5625	125.90	377.75
1 119 221	1 343 064	0.8000	179.10	556.85
1 343 065	1 678 830	0.8500	285.40	842.25
1 678 831	3 357 661	1.1250	1888.70	2730.95
plus de	3 357 661	1.3500		

Impôt sur la fortune

L'impôt de base, dû pour une année fiscale, est calculé, par tranche, selon le barème Impôt de base sur la fortune ci-dessus.

Exemple de calcul

Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé, ou époux vivant en ménage commun, imposés sur une fortune de CHF 355 000.-

- **impôt pour 335 766.- = CHF 755.45¹**
- **impôt sur le solde (355 000.- moins 335 766.- = 19 234.-) au taux de la tranche supérieure, soit 3% = CHF 57.70**
- **additionner les impôts déterminés aux points 1 et 2 pour obtenir l'impôt de base de CHF 813.15**

Pour déterminer les impôts cantonaux et communaux sur la fortune, il convient d'ajouter, à l'impôt de base déterminé ci-dessus:

- **les centimes additionnels cantonaux à hauteur de 47.5%**
- **le centime additionnel cantonal supplémentaire pour le financement de l'aide à domicile (1% de l'impôt de base)**
- **les centimes additionnels communaux (calculé sur l'impôt de base déterminé ci-dessus)**

Impôt supplémentaire sur la fortune

L'impôt de base, dû pour une année fiscale, est calculé, par tranche, selon le barème Impôt supplémentaire sur la fortune ci-dessus.

Exemple de calcul

Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé, ou époux vivant en ménage commun, imposés sur une fortune de CHF 355 000.-

- **impôt pour 335 766.- = CHF 28.-²**
- **impôt sur le solde (355 000.- moins 335 766.- = 19 234.-) au taux de la tranche supérieure, soit 0.3% = CHF 5.80**
- **additionner les impôts déterminés aux points 1 et 2 pour obtenir l'impôt de base de CHF 33.80**

Si vous souhaitez effectuer des simulations ou des calculs d'impôts, notre site internet vous propose une calculette à l'adresse suivante:

<http://ge.ch/impots/calcullette>

Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune

L'impôt cantonal et communal sur la fortune se détermine, pour toute l'année, selon votre état de fortune au 31 décembre 2013. Toutefois, si vous avez eu, dans le courant de l'année 2013, une augmentation de fortune suite à une dévolution successorale, vous pouvez bénéficier d'un calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune. Dès lors, les éléments de fortune liés à cette augmentation de fortune ne seront pris en compte que pour le reste de la période fiscale. Pour bénéficier d'un tel calcul, une demande expresse et motivée doit être jointe à la déclaration fiscale.

Taux d'effort / Limitation de la charge fiscale

Taux d'effort

Le montant de la valeur locative ICC de la résidence principale sise à Genève ne doit pas excéder 20% (taux d'effort) des revenus bruts totaux. Ce taux d'effort est calculé sur les revenus bruts totaux (code 91.00) mais

- au minimum sur le montant de la première tranche exonérée d'impôt, soit en 2013, pour les personnes seules et sans charge de famille, CHF 17 629.- et
- sur le double de ce montant pour les époux vivant en ménage commun et les personnes seules avec des charges de famille

La valeur locative, limitée à ce taux d'effort, n'est toutefois prise en compte qu'à la condition que les intérêts sur le financement de l'immeuble ne soient pas supérieurs à son montant.

Vous voudrez bien reporter la différence entre la valeur locative ICC après abattement et la valeur locative ICC après application du taux d'effort, à la rubrique ad-hoc du code 15.10-1 de l'annexe D.

Une formule de calcul est disponible sur notre site internet www.ge.ch/impots

Limitation de la charge fiscale

Pour les contribuables domiciliés en Suisse, les impôts sur la fortune et sur le revenu – centimes additionnels cantonaux et communaux compris – ne peuvent excéder au total 60% du revenu net imposable. Toutefois, pour ce calcul, le rendement net de la fortune est fixé au moins à 1% de la fortune nette. Dans ce cadre, sont considérés comme rendement net de la fortune:

- les revenus provenant de la fortune mobilière et immobilière, sous déduction des frais mentionnés à l'article 34, lettres a, c, d et e; et
- un intérêt sur la fortune commerciale imposable, dont le montant ne peut cependant dépasser les revenus nets provenant d'une activité lucrative indépendante. Le taux de cet intérêt est le taux appliqué dans le calcul du revenu AVS provenant d'une activité lucrative indépendante.

La charge maximale des époux vivant en ménage commun est calculée sur la base de l'ensemble de leurs éléments de fortune et de revenu.

S'il y a lieu à réduction, celle-ci est imputée sur les impôts sur la fortune, centimes additionnels cantonaux et communaux compris. L'Etat et les communes intéressées la supportent proportionnellement à leurs droits.

Informations

Changements de situation

En application de la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP), l'état civil au 31 décembre de l'année fiscale est déterminant

Début d'activité lucrative en 2013

Le revenu effectif de l'activité lucrative est simplement reporté sur la déclaration. Il est important, dans ce cas, de préciser qu'il s'agit bien d'un début d'activité.

Cessation d'activité lucrative/Chômage en 2013

Le revenu de l'activité lucrative est simplement reporté sur la déclaration; à ce revenu s'ajoutent les éventuels revenus de remplacement (rentes, pensions, indemnités du chômage, etc.). Tous ces revenus sont déclarés à leur valeur brute effective.

Mariage ou partenariat enregistré en 2013

Vous remplissez une seule déclaration dans laquelle figurent l'ensemble des éléments du couple à dater du 1er janvier 2013.

Séparation, divorce ou dissolution du partenariat enregistré en 2013

Chaque conjoint ou ex-conjoint remplit sa propre déclaration dans laquelle ne figurent que ses propres éléments à dater du 1er janvier 2013.

Décès en 2013

L'assujettissement prend fin le jour du décès du contribuable. Dans le cas d'un couple, les deux conjoints sont taxés ensemble jusqu'au jour du décès. Le conjoint survivant est taxé, du lendemain du décès et jusqu'à la fin de l'année, selon son état civil au 31 décembre 2013.

Arrivée dans le canton de Genève dans le courant de cette année

De l'étranger

Genève est compétent pour vous imposer dès la date de votre arrivée tant au niveau de l'impôt cantonal et communal que de l'impôt fédéral direct. Votre imposition sera calculée sur les revenus réalisés de la date de votre arrivée jusqu'au 31 décembre de l'année d'arrivée, au taux d'un revenu annuel et sur l'état de votre fortune au 31 décembre.

D'un canton suisse

Genève est compétent pour vous imposer dès le 1er janvier de l'année d'arrivée tant au niveau de l'impôt cantonal et communal que de l'impôt fédéral direct. Votre imposition sera calculée sur les revenus réalisés pendant toute l'année fiscale.

Nota bene

Le plus souvent dans les situations susmentionnées, une adaptation des acomptes est nécessaire. De plus amples informations vous sont fournies en pages 58 et 59.

Départ du canton de Genève

Départ du canton de Genève dans le courant de cette année pour l'étranger

Genève est compétent pour vous imposer du 1er janvier 2014 jusqu'à la date de votre départ, tant au niveau de l'impôt cantonal et communal que de l'impôt fédéral direct.

Votre imposition 2014 sera calculée sur les revenus réalisés entre le 1er janvier 2014 et la date de votre départ au taux d'un revenu annuel et sur l'état de votre fortune à la date de votre départ.

Il est impératif de vous présenter à nos guichets au minimum 15 jours avant la date de votre départ muni des pièces suivantes:

- le questionnaire de départ dûment complété, daté et signé, disponible sur notre site internet ou à la réception de l'Hôtel des finances
- la déclaration 2013 dûment remplie, datée et signée (dans le cas où celle-ci n'a pas encore été envoyée à l'administration)
- la déclaration 2014, que vous pourrez obtenir à la réception de l'Hôtel des finances, dûment remplie, datée et signée

Pour les justificatifs à joindre à ces déclarations, veuillez consulter la page 8 du présent guide.

Départ du canton de Genève pour un canton suisse

Le canton de domicile au 31 décembre 2014 est compétent pour la taxation de l'impôt cantonal, communal et fédéral de toute l'année fiscale. De ce fait, le canton de Genève vous remboursera les acomptes que vous avez versés.

Pour cela l'administration fiscale vous remettra un formulaire que vous devrez faire attester par votre nouvelle commune de domicile.

Ce formulaire est disponible sur le site internet www.ge.ch/impots. Dès que nous serons en possession de ce document, le remboursement sera effectué, sous réserve d'impôts non encore soldés sur les années antérieures.

Il est impératif de vous présenter à nos guichets au minimum 15 jours avant la date de votre départ, afin de nous communiquer votre nouvelle adresse.

Enfin, notre administration se réserve le droit de vérifier l'existence d'un nouveau domicile fiscal dans l'autre canton.

Paiement de l'impôt 2013

Avant réception de votre bordereau 2013

Avec votre déclaration fiscale 2013, vous recevez un relevé de compte concernant votre impôt cantonal et communal 2013, intitulé décompte intermédiaire.

Il vous renseigne sur les versements effectués et les transferts de crédits enregistrés à la date du décompte, ceci afin de vous permettre, le cas échéant, d'effectuer des versements complémentaires avant le terme général d'échéance fixé au **31 mars 2014** et de vous prémunir ainsi d'éventuels intérêts compensatoires négatifs.

Nous vous rappelons que, en remplissant votre déclaration de manière électronique, vous avez la possibilité de connaître plus précisément le montant estimé de l'impôt qui vous sera facturé.

Votre bordereau 2013 vous sera notifié dans le courant de l'année 2014

Dès sa réception, vous aurez **30 jours** pour solder votre impôt si les acomptes que vous avez versés durant l'année **2013** ne couvrent pas le montant total de l'impôt.

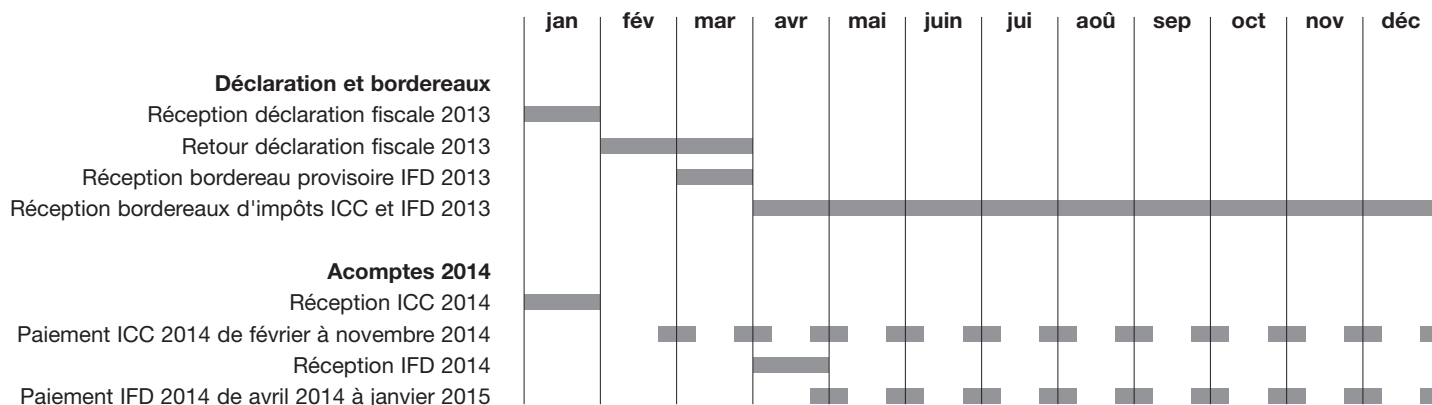
Un **décompte final** joint au bordereau vous indiquera le cas échéant, le solde qu'il vous incombera de verser ou celui qui vous reviendra.

Ce décompte final enregistre tous les montants perçus pour le compte de l'impôt **2013** jusqu'à la notification du bordereau d'impôt. En outre, le décompte final fait état, s'il y a lieu des imputations diverses, de l'escompte accordé, des intérêts rémunérateurs et moratoires sur les acomptes, des intérêts compensatoires positifs ou négatifs et des frais.

Vous devez vous acquitter de l'impôt entier, le cas échéant, du solde restant dû, dans le délai de paiement imparti figurant sur le bordereau. Les montants d'impôts, taxes, frais et amendes portent **intérêt moratoire** dès l'expiration de ce délai. En cas d'absence de paiement, la procédure de recouvrement continuera par l'envoi d'un rappel de paiement puis d'une sommation.

Paiement de l'impôt 2014

Calendrier 2014 pour le contribuable



Paiement des acomptes 2014

L'envoi des acomptes **2014** aux contribuables, accompagnés d'une **facture d'acomptes**, a débuté en janvier 2014. Chacun des 10 acomptes est échu le 10ème jour de chaque mois de février à novembre et ils doivent être payés dans le délai d'un mois à compter de leur échéance (exemple: le 1er acompte est échu le 10 février et doit être payé jusqu'au 10 mars au plus tard).

En cas de versement de la **totalité** du montant des acomptes figurant sur la facture d'acomptes, **avant** l'échéance du 1er acompte, un **escompte** vous est accordé. Pour cela, il suffit d'utiliser le bulletin BVR spécial joint à la facture d'acomptes ou de vous référer au montant figurant sur cette dernière si vous utilisez un autre moyen de paiement.

Fixation du montant des acomptes et des intérêts

Chaque acompte 2014 représente le 1/10ème du dernier bordereau notifié.

Un **intérêt moratoire** est perçu sur les acomptes payés tardivement ou impayés en totalité ou en partie. Il court dès l'expiration du délai de paiement de l'acompte concerné, jusqu'au paiement, respectivement et au plus tard jusqu'au terme général d'échéance. En revanche, un **intérêt rémunérateur** est bonifié sur les acomptes payés d'avance ou de façon excédentaire. L'intérêt court dès

la date du paiement jusqu'à l'expiration du délai de paiement de chaque acompte concerné, respectivement et au plus tard, jusqu'au terme général d'échéance.

Si le montant des acomptes versés est supérieur à l'impôt définitif, un **intérêt compensatoire positif** vous sera octroyé sur le trop perçu. Si en revanche, la différence entre l'impôt échu et les acomptes versés fait apparaître un solde en faveur de l'administration, un **intérêt compensatoire négatif** vous sera facturé. Ce dernier se calcule dès le 1er avril qui suit la période fiscale jusqu'à la date de notification du bordereau. Un **décompte final**, joint au bordereau vous indiquera, le cas échéant, le solde qu'il vous restera à verser ou celui qui vous reviendra.

Modification du montant des acomptes

Si des changements notables interviennent dans votre situation en **2014**, susceptibles d'entraîner une modification importante à la hausse ou à la baisse de votre imposition **2014**, nous vous invitons à demander au service du recouvrement, une modification des acomptes dus pour **2014**. Cette demande peut être faite sur **internet** à l'adresse www.ge.ch/impôts ou au moyen du formulaire qui accompagne les bulletins de versement BVR.

Le contribuable qui n'a pas reçu les bulletins de versement BVR des acomptes 2014 est invité à les demander au service du recouvrement en temps utile.

La contribution ecclésiastique en 7 points

Eglise catholique chrétienne
de Genève
Case postale 645
1212 Grand-Lancy 1
T 022 794 06 54
CCP 12-847-0

Eglise catholique romaine
13, rue des Granges
1204 Genève
T 022 319 43 43
CCP 12-2782-6

Eglise protestante de Genève
Case postale 3078
1211 Genève 3
T 022 819 88 19
CCP 12-241-0

Des Eglises indépendantes de l'Etat

A Genève, contrairement à la situation dans les autres cantons suisses, les trois Eglises reconnues publiques, soit:

- l'Eglise catholique chrétienne de Genève
- l'Eglise catholique romaine
- l'Eglise protestante de Genève

sont indépendantes de l'Etat et **ne reçoivent aucune subvention.**

Une contribution volontaire

La contribution ecclésiastique est facultative. **Ce n'est pas un impôt mais bien un don** qui permet aux Eglises d'accomplir leur mission.

Un don selon vos revenus et votre fortune

A l'image de la dîme de l'ancien temps, les Eglises suggèrent à leurs membres et sympathisants le don qu'ils peuvent verser, au prorata de leur revenu et de leur fortune. Il s'agit de **16%** de l'impôt cantonal de base sur le revenu et de **6%** de l'impôt sur la fortune, auxquels vient se rajouter une somme forfaitaire de CHF 10.-

Un don avantageux fiscalement

Donner aux Eglises vous procure également un avantage fiscal. Vous pouvez déduire vos dons pour l'impôt cantonal et communal jusqu'à hauteur de **20%** du revenu net imposable avant la déduction du don lui-même.

Donner aux Eglises c'est facile!

Il vous suffit de cocher la case appropriée qui se trouve sur la page de garde de votre déclaration fiscale (voir page 9 du guide). Vous recevrez, avec votre bordereau de taxation, l'indication du montant de votre contribution ecclésiastique. Pour payer, vous pourrez:

- verser par tranches votre don à l'aide des **10 bvr Eglises** reçus en début d'année civile et vous acquitter d'un solde éventuel à réception du bordereau d'impôts
- verser directement votre contribution sur le compte postal de votre Eglise en lui demandant des **bvr.**

D'importantes dépenses à assumer

Depuis 1907, date de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les trois Eglises doivent assumer seules:

- les salaires des prêtres, pasteurs, diacres, collaboratrices et collaborateurs laïques
- l'entretien et la rénovation de son patrimoine culturel tel que temples, presbytères et locaux paroissiaux, ce qui représente plus de 200 bâtiments, souvent classés
- les frais liés au culte, à l'entraide et au soutien aux oeuvres caritatives et sociales.

Une ancienne tradition de partenariat

Bien que totalement laïc, l'Etat collecte la contribution ecclésiastique pour les trois Eglises, conformément à une loi votée en 1945. Les frais administratifs de perception sont facturés aux Eglises à hauteur de **2%** des dons versés à l'Etat.

Contacts avec l'AFC

Nos guichets sont ouverts
sans interruption
de 9h à 16h
(du 1.7 au 30.8 de 9h à 13h)

Adresse
**Administration fiscale
cantonale**
26 rue du Stand
Case postale 3937
1211 Genève 3

Adresse pour l'envoi
de la déclaration fiscale
**Administration fiscale
cantonale**
Case postale 3838
1211 Genève 3

Adresse internet
www.ge.ch/impots

La permanence
téléphonique est assurée
de 9h à 16h
(du 1.7 au 30.8 de 9h à 13h)

Téléphone
T 022 327 70 00
serveur vocal

Service immobilier
T 022 327 58 89
F 022 327 83 10

Service de la taxation
des promoteurs immobilier,
des remises de commerce
et des agriculteurs
T 022 327 53 23
F 022 327 59 70

Demande de délai
T 022 546 94 00
par guide vocal

Service du contentieux
T 022 327 74 30
F 022 546 96 20

Demande d'un exemplaire
vierge de la déclaration 2013
T 022 546 94 00
par guide vocal

Service du registre fiscal
T 022 327 54 75
F 022 327 49 91

Si votre nom de famille
commence par

Services de taxation
Salariés/Retraités/
Sans activité

Service de la taxation
des Indépendants

Titres

Recouvrement

A	Del	T 022 327 58 13 F 022 327 77 74	T 022 327 59 55 F 022 327 59 70	T 022 327 58 75 F 022 327 76 40	T 022 327 74 80 F 022 546 96 08
Dem	J	T 022 327 57 70 F 022 327 77 76			T 022 327 74 90 F 022 546 96 09
K	Pz	T 022 327 58 90 F 022 327 77 78	T 022 327 70 10 F 022 327 59 70		T 022 327 75 00 F 022 546 96 10
Q	Z	T 022 327 58 40 F 022 327 77 79			T 022 327 75 10 F 022 546 96 11

Codes de taxation (communes, cantons, pays)

Communes	Commune cadastrale	Code lieu	Cantons	Code lieu
Aire-la-Ville	1	6601	Appenzell	
Anières	2	6602	Rhodes-Extérieures	9015
Avully	3	6603	Appenzell	
Avusy	4	6604	Rhodes-Intérieures	9016
Bardonnex	5	6605	Argovie	9019
Bellevue	6	6606	Berne	9002
Bernex	7	6607	Bâle-Campagne	9013
Carouge	8	6608	Bâle-Ville	9012
Cartigny	9	6609	Fribourg	9010
Céligny	10	6610	Genève	voir communes
Chancy	11	6611	Glaris	9008
Chêne-Bougeries	12	6612	Grisons	9018
Chêne-Bourg	13	6613	Jura	9026
Choulex	14	6614	Lucerne	9003
Collex-Bossy	15	6615	Neuchâtel	9024
Collonge-Bellerive	16	6616	Nidwald	9007
Cologny	17	6617	Obwald	9006
Confignon	18	6618	Saint-Gall	9017
Corsier	19	6619	Schaffhouse	9014
Dardagny	20	6620	Schwytz	9005
Genève Cité	21	6621	Soleure	9011
Genève Eaux-Vives	22	6621	Tessin	9021
Genève Petit-Saconnex	23	6621	Thurgovie	9020
Genève Plainpalais	24	6621	Uri	9004
Genthod	25	6622	Valais	9023
Grand-Saconnex	26	6623	Vaud	9022
Gy	27	6624	Zoug	9009
Hermance	28	6625	Zurich	9001
Jussy	29	6626		
Laconnex	30	6627	Pays	Code lieu
Lancy	31	6628	Albanie	8201
Meinier	32	6629	Allemagne	8207
Meyrin	33	6630	Arabie Saoudite	8535
Onex	34	6631	Autriche	8229
Perly-Certoux	35	6632	Belgique	8204
Plan-les-Ouates	36	6633	Croatie	8250
Pregny-Chambésy	37	6634	Espagne	8236
Presinge	38	6635	Etats-Unis d'Amérique	8439
Puplinge	39	6636	France	8212
Russin	40	6637	Grèce	8214
Satigny	41	6638	Israël	8514
Soral	42	6639	Italie	8218
Thônex	43	6640	Liban	8523
Troinex	44	6641	Luxembourg	8223
Vandoeuvres	45	6642	Monaco	8226
Vernier	46	6643	Portugal	8231
Versoix	47	6644	Royaume-Uni	8215
Veyrier	48	6645	Serbie	8248

Index

Acomptes 2014	59	Frais liés à un handicap	38 et 39	Rentes AI	32
Actions de collaborateur	21	Frais médicaux	50	Rentes AVS	32
Activité indépendante	31	Frais professionnels forfaitaires	24	Rentes de la prévoyance professionnelle	33 et 38
Allocations de logement	35	IFD et ICC		Rentes viagères payées	37
Allocations familiales	35	Gains accessoires	34	Rentes viagères reçues	33
Arrivée dans le canton de Genève	56	Gain de l'un des époux / partenaire enregistré, déduction	29	Retenue supplémentaire d'impôt	17
Assurance accident	37	Gains de loterie, Sport-Toto, PMU, etc.	15 et 16	Revenu de l'activité dépendante	21
Assurance-maladie	37	Immeubles	40	Revenus provenant de successions	35
Assurances vie et vieillesse	36	Immeubles épargne logement – PPE	45	Salaires bruts	21
Autres rentes	33	Immeubles HLM	45	Salariés	21
Autres revenus et fortune	33	Immeubles locatifs ou loués	43	Séparation de corps ou de fait	56
Bonus	21	Immeubles occupés par le propriétaire	41	Subsides de l'assurance-maladie	35
Calcul de l'impôt prorata temporis sur la fortune	54	Immeubles occupés par le propriétaire: exemples de calcul	41–42	Subventions HLM épargne logement PPE	45
Changement de domicile	9 et 56–57	Impôt anticipé	17	Successions non partagées	35
Changements de situation personnelle	56	Impôt immobilier complémentaire	42 et 45	Tantièmes, jetons de présence	21
Charges de famille	52	Imputation forfaitaire d'impôt	17	Taux d'effort	55
Charges et frais d'entretien des immeubles locatifs ou loués	44	Indemnité de travail en équipe et de repas	25	Titres suisses et étrangers	15
Charges et frais d'entretien des immeubles occupés	42	Indemnités de vacances, ponts, jours fériés, intempéries	22	Valeur de rachat des assurances-vie	36
Chômage	21	Indépendants	30	Valeur fiscale de l'immeuble	40
Codes communes – cantons – pays	62	Intérêts de dettes	46	Valeur locative	41
Comptes bancaires	13	Intérêts échus de capitaux d'épargne	36	Valeurs figurant dans l'état des titres	12
Contribution ecclésiastique	9 et 60	Loyer	9	Versements aux partis politiques	51
Cotisations au 2ème pilier	23	Mariage, partenariat enregistré	56	Versements bénévoles	50
Cotisations au 3ème pilier A	23	Métaux précieux	35		
Cotisations AVS / AI / Chômage / AANP / Maternité	23	Mises à la loterie, PMU, etc.	16		
Décès	56	Numéraires	35		
Déductions liées aux rentes de la prévoyance professionnelle	38	Numéros de téléphones utiles	61		
Déduction pour bénéficiaires de rentes AVS / AI	52	Options de collaborateur	21		
Déductions sociales sur la fortune	51	Paiement de l'impôt	58 et 59		
Délais de retour	9	Partenariat enregistré	56		
Départ du canton de Genève	57	Pensions alimentaires reçues	32		
Dettes chirographaires	47	Pensions alimentaires versées	38		
Dettes hypothécaires	47	Perception de l'impôt	58 et 59		
Dissolution du partenariat enregistré	56	Personnes à charge, autres	11		
Divorce	56	Pertes de salaire (maladie, accident, militaire)	21		
Données personnelles	9	Planning 2014	59		
Dons	50	Prestations de l'assurance militaire	33		
Eléments n'entrant pas en compte dans la taxation	48	Prestations en capital	22		
Enfants à charge	11	Prestations en nature	22		
Etat des titres	13	Prestations sociales	32		
Frais bancaires	14 et 16	Primes d'assurances-vie	36		
Frais de déplacements	27	Primes d'assurances-vie, déduction	36		
Frais de formation	27	Produits de sous-location	34		
Frais de garde des enfants	49	Rachat de la prévoyance professionnelle	23		
Frais de perfectionnement, de reconversion ou de réinsertion	27	Récapitulation des revenus et fortune	48		
		Relevés fiscaux	16		
		Rendements de capitaux d'épargne, déduction	36		
				Liste des abréviations	
				AFC Administration fiscale cantonale	
				ICC Impôt cantonal et communal	
				IFD Impôt fédéral direct	
				LIPP Loi sur l'imposition des personnes physiques	
				BVR Bulletin de versement avec N° de références	
				AMF Assurance militaire fédérale	

GeTaxInternet, simplifiez-vous les impôts!

L'administration fiscale vous propose de remplir et de retourner votre déclaration par Internet.

Une fois connecté au site www.ge.ch/impots, vous retrouverez, grâce à GeTaxInternet, toutes les fonctionnalités et astuces du logiciel Getax sur CD-Rom que vous connaissiez jusqu'ici avec, en plus, les avantages suivants: pas d'installation de logiciel, accès permanent à vos données et conservation de celles-ci, entièrement sécurisés, et transmission directe de votre déclaration.

3 bonnes raisons d'utiliser GeTaxInternet

Accompagnement

A chaque étape de votre saisie, un guide pratique, simple et précis apparaît sur la droite de votre écran.

Rapidité et fiabilité

La saisie électronique vous fait gagner du temps et diminue le risque d'erreur dans l'écriture et la lecture des données.

Calcul de la taxation

A la fin de votre saisie, vous pouvez éditer le résultat théorique de votre taxation, calculé sur la base de vos données.

Plus d'informations sur www.ge.ch/impots